Clinton prévient Chrétien: pas question de rouvrir l'ALENA

MARIE TISON
de la Presse Canadienne

WASHINGTON

Le président américain Bill Clinton a félicité hier le chef libéral Jean Chrétien pour sa «formidable victoire».

Il lui a cependant servi, indirectement, une mise en garde voilée: il n'est pas question de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

«Je ne vois pas de raison de renégocier l'entente, sur quelque base que ce soit, a déclaré le président aux journalistes hier matin. Je pense que nous devons simplement aller de l'avant.»

«Je pense que tous les pays impliqués ont beaucoup trop en jeu», a-t-il ajouté.

M. Clinton a déclaré qu'il avait eu une «très bonne» conversation avec M. Chrétien au téléphone en matinée. Les deux politiciens n'ont toutefois pas discuté en détail de l'accord nord-américain.

«Je l'ai félicité pour sa victoire époustouflante», a-t-il déclaré, avant de tracer un parallèle entre la campagne électorale de M. Chrétien et sa propre campagne, il y a un an. Il a fait observer que les citoyens aspiraient surtout à une plus grande création d'emplois et à une réduction du déficit.

«Comme M. Chrétien a une forte majorité parlementaire, il aura une certaine flexibilité, a-t-il déclaré. C'est une bonne chose qu'il ait l'appui du Parlement.»

Un spécialiste des relations canado-américains, M. Jonathan Lemco, de la National Planning Association, a expliqué lundi soir que les Américains accordaient beaucoup d'importance à la stabilité politique. Pour cette raison, la forte majorité des libéraux les rassure. Mais il a fait remarquer que pour les mêmes raisons, l'élection de nombreux candidats souverainistes au Québec risquait de les inquiéter.

M. Clinton n'a pas abordé cet aspect des élections canadiennes hier.

Libre-échange

C'est surtout la position des libéraux sur l'Accord de libre-échange nord-américain qui a préoccupé les Américains hier.

Au cours de la campagne, M. Chrétien a insisté sur l'importance de renégocier certains aspects de l'accord pour mieux définir ce qu'était une subvention, renforcer le mécanisme de règlement des conflits et obtenir les mêmes exemptions que les Mexicains dans le domaine de l'énergie.

Il s'est toutefois montré favorable à l'ALENA lui-même, déclarant récemment que ceux qui s'y opposaient carrément devraient voter pour les néo-démocrates.

Un haut fonctionnaire de la Maison blanche, qui a requis l'anonymat, a fait savoir qu'il ne saurait être question de rouvrir l'accord, mais qu'il pourrait être possible de s'entendre dans des documents parallèles.

M. Bill Frenzel, un ancien représentant républicain nommé par M. Clinton pour promouvoir l'accord nord-américain auprès des congressistes républicains, a déclaré hier que la réouverture de l'entente constituait une arme à deux tranchants pour les libéraux. Il a expliqué que les Américains voudraient certainement renégocier certains aspects de l'accord si les Canadiens arrivaient avec de nouvelles exigences.

Il a notamment souligné le mécontentement des Américains avec l'exemption culturelle accordée aux Canadiens.

«Nous les avons souvent accusés d'utiliser le prétexte de la culture pour obtenir des gains économiques, notamment dans les domaines de la propriété intellectuelle, comme le cinéma», a-t-il déclaré.

Il a toutefois fait remarquer que M. Chrétien avait passé plus de la moitié de sa vie en politique, et qu'il n'allait certainement pas s'exposer inutilement à des désagréments.

Un représentant républicain en faveur de l'accord nord-américain, M. Jim Kolbe, de l'Arizona, a dit croire pour sa part que le chef libéral ne dira pas un mot au sujet de l'entente d'ici le vote prévu à la Chambre des représentants, le 17 novembre prochain.

Le cabinet: un véritable casse-tête attend Chrétien

Le Québec devrait compter de cinq à huit représentants au conseil des ministres

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse

OTTAWA

Le nouveau premier ministre élu, Jean Chrétien, n'a pas eu le temps de souffler après sa victoire. Aussitôt rentré à Ottawa, hier, il a tenu une réunion avec ses principaux conseillers pour préparer la passation des pouvoirs.

Sa première tâche, a-t-il indiqué au cours de l'envolée entre entre Shawinigan et la capitale fédérale, sera de former son conseil des ministres. Il doit aussi structurer le Conseil privé (le ministère du premier ministre) et réviser la réforme de la structure gouvernementale entreprise sous Kim Campbell.

Les conseillers de M. Chrétien prévoient que l'assermentation du premier ministre élu et de son cabinet se feront d'ici une dizaine de jours. La première ministre Kim Campbell a, dès le 19 octobre dernier, autorisé le Conseil privé à commencer le travail de transition.

L'équipe de transition libérale est dirigée par David Zussman, le conseiller principal de M. Chrétien alors qu'il était ministre au début des années 1980. L'équipe comprend aussi Mitchell Sharp, John Rae, Chaviva Hosek, Eddie Goldenberg, Robert Rabinovich et Gérard Veilleux.

La tâche de former un cabinet sera un véritable casse-tête pour M. Chrétien. Le cabinet, selon nos sources, comptera trois ou quatre ministres de plus que celui assemblé par Mme Campbell, qui avait réduit de 35 à 25 le conseil des ministres l'été dernier.

Compte tenu du balayage libéral en Ontario, où les troupes de M. Chrétien ont remporté 98 des 99 comtés, plusieurs nouveaux députés ministrables feront la lutte à d'anciens députés d'expérience pour un poste au conseil des ministres.

Au lendemain de sa victoire de lundi, qu'il a célébrée en compagnie de son épouse, Aline, Jean Chrétien a entrepris la délicate tâche de former son cabinet. PHOTO REUTER

Pour faire contrepartie à la montée des partis régionaux que sont le Bloc québécois et le Reform Party, M. Chrétien veut se présenter comme un «rassembleur» en formant un cabinet qui comprend des députés de presque toutes les provinces canadiennes.

Il y aura assurément plusieurs députés déçus de ne pas faire partie du cabinet, notamment de l'Ontario. M. Chrétien devrait s'inspirer des conseils de Mitchell Sharp (ex-ministre libéral) pour revaloriser le rôle des secrétaires parlementaires afin de satisfaire le plus de députés possibles.

Au Québec, où les libéraux n'ont fait élire que 19 députés, le tableau est clair. Paul Martin, coauteur du programme libéral, sera nommé ministre de l'Industrie ou prendra charge des Finances. Marcel Massé, ex-greffier du conseil privé, hériterait du Conseil du Trésor. André Ouellet pourrait être nommé aux Affaires extérieures. Sheila Finestone, Clifford Lincoln et Warren Allmand sont les autres députés ministrables du Québec qui compteront pour cinq à huit représentants au cabinet.

En Ontario, Sheila Copps sera probablement nommée vice-première ministre et prendra charge d'un portefeuille important. Don Bourdria hériterait des Travaux publics. Roy MacLaren et Sergio Marchi seront aussi nommés au cabinet. Les nouveaux députés Art Eggleton, Allan Rock, Doug Peters et Jean Augustine sont à surveiller.

Dans les provinces de l'Atlantique, Brian Tobin de Terre-Neuve, David Dingwall de la Nouvelle-Écosse et Fernand Robichaud du Nouveau-Brunswick, seront considérés. Dans l'Ouest, Lloyd Axworthy, du Manitoba, et Heidi Fry, qui a défait Kim Campbell dans Vancouver-centre, pourraient être nommés au cabinet.

L'équipe de transition doit aussi préparer les dossiers prioritaires du nouveau gouvernement. M. Chrétien a fait campagne sur le thème de la relance de l'économie et la mise en oeuvre des investissements dans les travaux publics sera prioritaire.

M. Chrétien doit aussi décider s'il entend convoquer le Parlement avant la fin de l'année. La rédaction d'un discours du Trône sera une tache relativement facile puisqu'il s'agira de résumer le programme électoral. Une déclaration économique ou un budget est prévu pour rassurer les marchés financiers sur l'état des finances publiques et les orientations fiscales des libéraux.

Le greffier du Conseil privé, Glenn Shortliffe, sera remplacé. Parmi les candidats au poste de premier fonctionnaire au pays, on retrouve David Zussman, Gérard Veilleux (qui quitte la présidence de Radio-Canada) et Jocelyne Bourgon. Le poste de chef de cabinet de M. Chrétien sera offert à John Rae, mais ce dernier pourrait décider de reprendre ses fonctions chez Power Corp.

On prévoit que M. Chrétien maintiendra la nouvelle structure gouvernementale annoncée par Mme Campbell en juin dernier, qui a réduit de 32 à 25 le nombre de ministères. Cependant, l'Immigration sera séparée de la Sécurité publique.

M. Chrétien rencontrera le Gouverneur général Ray Hnatyshyn ce matin et sera nommé premier ministre désigné. Il donnera sa première conférence de presse officielle peu après.

Charest s'attaque à la reconstruction

«Il faut réinventer le conservatisme», dit-il à La Presse

ANDRÉ PRATTE
SHERBROOKE

La campagne électorale a beau être terminée, un élément nouveau est apparu sur les affiches de Jean Charest hier matin. Sous la photo du député, ses militants ont collé une bannière: «Merci de votre confiance!». Une petite démonstration de l'instinct politique de l'homme, un instinct qui lui a permis d'être l'un des deux seuls conservateurs élus au Canada lundi.

Depuis lundi soir, Charest donne la preuve non seulement de son instinct, mais aussi de sa maturité politique. Son parti est décimé et lourdement endetté; lui-même, après être passé à un cheveu de devenir premier ministre du Canada, se retrouvera bientôt relégué au fond de la Chambre des communes, le dos collé aux rideaux. Adieu limousine, adieu pouvoir, le député de Sherbrooke devra maintenant faire des pieds et des mains pour poser une simple question aux Communes.

Pourtant hier, aucun désarroi visible sur son visage ou dans ses paroles. «Ça ne me fait pas peur, j'ai connu ça lorsque j'ai démissionné en 1990, être ministre un jour et se retrouver député le lendemain», dit-il au cours d'une longue entrevue à son bureau de la rue King. À 35 ans, le politicien est déjà blindé.

Au cours des dernières heures, Jean Charest a fait tout ce qui devait être fait. Il a soutenu dur comme fer que le Parti conservateur n'était pas en voie de disparition. Il a nié avec énergie qu'il songe à se lancer en politique provinciale. Et surtout, il a proclamé sa fidélité à Kim Campbell et a soigneusement évité de la critiquer. «Ses propos laissent supposer qu'elle restera en poste, et si elle reste, je l'appuierai», a-t-il répété au moins un million de fois.

Les journalistes, dont le représentant de *La Presse*, ont tout essayé pour lui faire dire que s'il avait été là, les choses auraient mieux tourné. Rien à faire. «Je ne veux pas penser à ça, je ne veux pas embarquer là-dedans. Ça ne me donne rien, on ne le saura jamais», dit-il finalement, fermement, pour mettre un terme à cette partie de l'entretien. Et de mordre dans son *club sandwich*.

Charest se permet une seule critique, fort voilée d'ailleurs, de la stratégie adoptée par Mme Campbell et ses conseillers: «Ce que les gens voulaient, c'est de l'espoir. Si on leur propose des choses, les gens seront prêts à nous seconder s'ils savent vers quoi ça mène. De ce côté-là, les libéraux ont mieux fait que nous.»

Tout le long de la campagne, on a senti que M. Charest n'était pas satisfait de l'allure de la campagne, et surtout du rôle qu'on lui faisait jouer. Dans son entourage, on explique que le vice-premier ministre aurait souhaité que Mme Campbell lui confie un mandat précis, lui donne la responsabilité de l'organisation au Québec par exemple. Au contraire, la première ministre n'a rien demandé à son rival de la course au leadership. Cela l'aurait rendu fort amer. Mais de cela, le député de Sherbrooke évite de parler publiquement.

De même évite-t-il de dire si, comme l'ont voulu des rumeurs, il y a eu des moments depuis juin dernier où il a songé à quitter la politique. Le journaliste insiste un peu... et la réponse est vive: «Écoute, je ne veux pas donner l'impression que je suis sur le pilote automatique, que je ne me questionne jamais. Mais ne compte pas sur moi pour partager mes états d'âme. Je fais beaucoup d'efforts pour ne pas le faire, c'est privé.» À mon tour de mordre dans mon *club*.

Mission impossible?

Plutôt que de confier ses états d'âme, Charest s'est attaqué dès hier matin à la tâche herculéenne que sera la reconstruction du PC. À sept heures, il entreprenait une longue journée d'entrevues et d'appels téléphoniques à des candidats défaits et à des militants déçus. Comme son mentor Mulroney, il apprivoise, il crée des liens. Ce qu'a négligé de faire Kim Campbell.

«La reconstruction doit commencer au niveau des idées, soutient-il.

— Quelles idées?

— Il faut réinventer le conservatisme, et le faire en tenant compte de l'évolution du Canada.

— Concrètement, ça veut dire quoi?

— Écoute, c'est le lendemain de l'élection...»

Jean Charest comprend l'importance des idées. Mais il n'est pas vraiment un homme d'idées. Sa force, c'est la politique, sur le terrain. C'est là qu'il travaillera au cours des prochains mois, des prochaines années. Il croit que le parti devra s'appuyer sur ses ailes provinciales, qui sauf au Québec sont assez solides, et sur ses sénateurs, qui devront prendre la relève de la députation ravagée.

Mission impossible? Peu importe. Comme Brian Mulroney, Charest est poussé par deux sources inépuisables d'énergie: la loyauté et l'ambition.

C'est pourquoi lorsque Kim Campbell partira, Jean Charest sera là pour prendre la relève. Il se fera prier un peu, il parlera de la situation difficile du parti, de ses enfants. Mais il sera là.

Hedy Fry, en compagnie du vice-président de la campagne libérale en C.-B., David McPhee. PHOTO PC

Une victoire sur Kim Campbell... et un oeil sur le cabinet

MARIE-CLAUDE LORTIE
VANCOUVER

C'est une femme de 51 ans originaire de Trinidad, établie au Canada depuis 23 ans, médecin, qui a réussi à battre Kim Campbell sur son propre terrain en raflant le comté de Vancouver centre tard lundi soir par une confortable avance.

En plus d'avoir réussi ce tour de force — aucun premier ministre n'a été battu dans son comté depuis MacKenzie King en 1945 — Hedy Fry fait partie de l'équipe de députés libéraux qui pourraient devenir ministres.

Outre ses compétences professionnelles, cette femme qui a fait ses études de médecine en Irlance et a déjà été présidente de l'Association médicale de Colombie-Britannique, amène en effet avec elle le point de vue de plusieurs segments de la population: elle vient de l'Ouest et elle est membre d'une minorité visible en plus d'être femme.

Mme Fry devra aussi transmettre à Ottawa les doléances de la forte population homosexuelle qui habite son comté. Avec Rosedale à Toronto et Laurier-Sainte-Marie à Montréal, Vancouver centre est en effet un des trois comtés qui comptent les plus importantes communautés gaies du pays.

Durant la campagne électorale, Mme Fry a toutefois été coincée dans une controverse qui pourrait lui coûter son poste au cabinet.

Mme Fry a en effet avoué, durant un débat organisé pour la communauté homosexuelle, qu'elle avait déjà falsifié une ordonnance afin d'aider un couple de lesbiennes.

Même si la controverse pourrait lui coûter un poste au cabinet, elle n'a pas causé grand dommage à Mme Fry dans son comté.

Mme Fry a célébré avec ses partisans, ses trois fils âgés de 19, 21 et 24 ans, son mari, le docteur David Blair, ainsi que son père, Hamil Frank, qui a fait le voyage de Trinidad pour être avec sa fille le soir du scrutin.

«Elle a toujours eu du succès dans tout ce qu'elle a fait... J'ai eu un présage qu'elle allait gagner», a-t-il déclaré lundi soir.

Selon plusieurs sources du côté de l'équipe Campbell, Mme Fry a beaucoup profité de l'impact très négatif qu'a eu l'incident des publicités exploitant les défauts faciaux de Jean Chrétien. Au début de la campagne, Mme Campbell menait en effet sans problème.

D'autres disent que la balance a penché du côté de Mme Fry quand les électeurs du comté se sont rendus compte que le prochain gouvernement serait libéral de toute façon.

La Presse

Éditorial

Paul Desmarais, président du conseil d'administration — Roger D. Landry, président et éditeur — Claude Masson, éditeur adjoint — Marcel Desjardins, directeur de l'information — Alain Dubuc, éditorialiste en chef

Bouchard devrait refuser de former l'Opposition officielle

La victoire du Bloc québécois est sans équivoque. Si les résultats électoraux se confirment, ce parti est celui qui, après les vainqueurs libéraux, a récolté le plus de sièges à la Chambre des communes. Comme le veulent nos traditions démocratiques, cela donne au Bloc un droit difficilement contestable au statut d'Opposition officielle.

On ne peut pas, comme on le fera en certains milieux anglo-canadiens, faire reproche au Bloc de cette situation inusitée d'un parti souverainiste mué en loyale Opposition de sa majesté. Si les électeurs du reste du Canada avaient choisi, surtout en Ontario, de voter de façon moins monolithique, le Reform dépasserait le Bloc et la question ne se poserait pas.

Mais, même s'il en a tous les droits, au nom de la logique et du simple bon sens, il n'est pas souhaitable que M. Bouchard accepte de devenir le chef de l'Opposition officielle. Cela ne servirait, ni la Chambre des communes, ni les intérêts du Québec, ni même le projet politique du Bloc québécois.

Cette fonction assure des privilèges, notamment lors de la période de questions, procure des budgets, apporte un indéniable statut, mais comporte aussi d'importantes obligations. L'Opposition officielle a pour mission de représenter tous les Canadiens, où qu'ils soient. Elle doit également être prête, si nécessaire, à former un autre gouvernement. M. Bouchard, profondément respectueux des institutions, en est fort conscient.

Pas besoin d'être un grand constitutionnaliste pour voir à quel point le Bloc québécois se piégerait. M. Bouchard et son entourage se placeraient dans une situation loufoque s'ils étaient appelés, par exemple, à défendre les pêcheurs de saumon du Pacifique. Ils n'ont ni les connaissances, ni le mandat, ni la crédibilité pour s'acquitter de cette tâche. Et la logique force à nous demander jusqu'où un parti souverainiste peut construire le Canada et enrichir son institution centrale, le Parlement.

À ce chapitre, le Reform, de Preston Manning, est mieux placé. Il est vrai que le succès du Reform est essentiellement concentré dans deux provinces qui, mises ensemble, sont bien plus petites que le Québec. Mais le Reform, deuxième parti en terme de suffrages exprimés, a recueilli des voix dans neuf provinces et propose une vision du Canada, qui lui fournirait un cadre d'action dans sa défense des intérêts des Canadiens. Le Bloc ne dispose d'aucune grille pour articuler ses interventions pan-canadiennes.

Mais plus que ces évidences, c'est surtout la vision de M. Bouchard, sa propre définition du rôle de son parti, qui permettent de conclure que, par rapport aux balises qu'il a lui-même fixées, sa place n'est pas là. À plusieurs reprises, dès le soir des élections, Lucien Bouchard a répété qu'il ne voulait pas semer la zizanie à la Chambre des communes, ajoutant que les Québécois ne le lui pardonneraient pas. Il a aussi précisé que son but premier était de défendre les intérêts des Québécois en attendant que le Québec fasse ses choix. Ces deux objectifs devraient le convaincre de ne pas diriger l'opposition.

D'abord, les Québécois ont élu M. Bouchard pour que le Bloc s'occupe d'eux et réagiraient mal s'il consacrait un temps précieux à défendre le reste du Canada. Ils ne comprendraient pas, non plus, comment, après avoir décrit le Québec comme perdant dans la Confédération, le Bloc puisse se battre pour ses gagnants.

La victoire du Bloc, et c'était l'un des buts recherchés, a par ailleurs provoqué une onde de choc au Canada anglais, que l'on a tendance à sous-estimer au Québec. Cette inquiétude et même parfois cette rage se cristallise autour du fait que le Bloc, qui veut «détruire le pays», usurpera l'Opposition.

M. Bouchard, qui s'est fait l'apôtre de la tolérance et de la coexistence pacifique, qui veut préparer le Canada anglais, plutôt que l'enrager, qui refuse les «chicanes stériles», ne peut pas, s'il est fidèle à ses propos, laisser ces tensions normales mener à un dérapage.

Ce dérapage, M. Bouchard aurait peut-être du mal à le contrôler, avec une députation inégale, inexpérimentée et, ne l'oublions pas, largement constituée de péquistes, dont les premières fidélités ne vont pas au Bloc. Il serait, en outre, peut-être tentant pour lui de se présenter comme une victime du refus anglo-canadien, un thème toujours rentable au Québec.

Mais, s'il s'inscrit dans la logique de ses interventions les plus récentes, M. Bouchard a intérêt à désamorcer cette crise potentielle. La voie de la sagesse, c'est que M. Bouchard cède la place de lui-même. Ce n'est pas de l'angélisme, parce que le chef du Bloc, en abandonnant un titre qu'il ne recherchait pas, devra négocier et obtenir les outils de travail, dont le Bloc a besoin pour accomplir sa tâche, budgets, et droits en Chambre. Il est possible, nous en sommes persuadés, de négocier un arrangement civilisé.

En refusant la fonction de chef de l'Opposition, Lucien Bouchard, manifestant de la noblesse, donnerait une leçon de démocratie, deviendrait l'artisan de l'harmonie à la Chambre et pourrait présenter le courant souverainiste sous un jour avantageux, autant de facteurs qui en feraient le grand gagnant de ce premier affrontement.

Alain DUBUC

Chrétien, l'homme qui s'est bâti seul

Il avait tout contre lui: son âge, une expérience qui le classait au passé, le souvenir de son rôle comme exécuteur des basses oeuvres sous les divers gouvernements Trudeau, son impopularité au Québec, l'incertitude créée dans le Canada anglais quant à sa capacité de diriger un gouvernement et un pays, sa difficulté de s'exprimer aussi bien en français qu'en anglais, sa pauvreté intellectuelle, son arrogance et son agressivité exagérées, son manque de fini politique pour représenter adéquatement le Canada sur la scène internationale.

Durant son quart de siècle en politique, il a été perçu comme un pur «french pea soup» et non comme un homme d'État. Le p'tit gars de Shawinigan avait l'air d'être né pour un p'tit pain. Un bon serviteur public, un bon deuxième, mais un mauvais premier. L'habit ne fait pas le moine, certes, mais peu de gens le voyaient dans un costume de chef de gouvernement.

Tout au long de sa carrière publique, il a reçu tous les coups: les attaques parfois vicieuses et même personnelles de ses adversaires, les jabs empoisonnés de ses propres collègues et organisateurs du Parti libéral fédéral, la moquerie des caricaturistes, l'opprobe de ceux qui l'accusent d'être le grand responsable de tous les maux constitutionnels vécus par le Québec. Son retour à la vie politique, après sa démission, en 1986, à la suite de sa défaite au leadership contre John Turner, a été pénible. Même s'il a défait Sheila Copps et Paul Martin, au premier tour du congrès à la direction, en 1990, les militants n'étaient pas sûrs de lui. Même en début de campagne électorale, de crainte d'être engloutis par une vague de «Campbellmanie», les stratèges libéraux voulaient appeler à la rescousse les Frank McKenna et les David Peterson pour sauver les meubles.

Jean Chrétien a aussi connu des difficultés personnelles: ses malaises cardiaques et l'égarement de son fils adoptif, qu'il a supporté avec une grande dignité. Comme un père compréhensif et compatissant.

Jean Chrétien, c'est l'antithèse du portrait-robot du premier ministre idéal des années 90: femme plutôt qu'homme, en provenance d'une province autre que le Québec, jeune, rassembleur, alliant le verbe et les idées, ayant une vision de ce que sera le Canada à l'aube de l'an 2000. Une Kim Campbell ou un Jean Charest. Tout autre candidat, à l'exception de Jean Chrétien. Faiseurs d'idées comme faiseurs d'images devront à compter de maintenant revoir leurs concepts du candidat idéal. Jean Chrétien a réussi de longue main ce qu'il espérait depuis un quart de siècle, mais qu'il avait presque désespéré d'atteindre, lorsqu'il abandonna temporairement la politique, délaissé par les siens. Si ses états d'âme ont souvent laissé transparaître un tribun vindicatif, un populiste démagogue, un orateur au style coloré et vigoureux, mais parfois déphasé, ses états de services ont été rapidement oubliés, l'imagerie populaire se nc

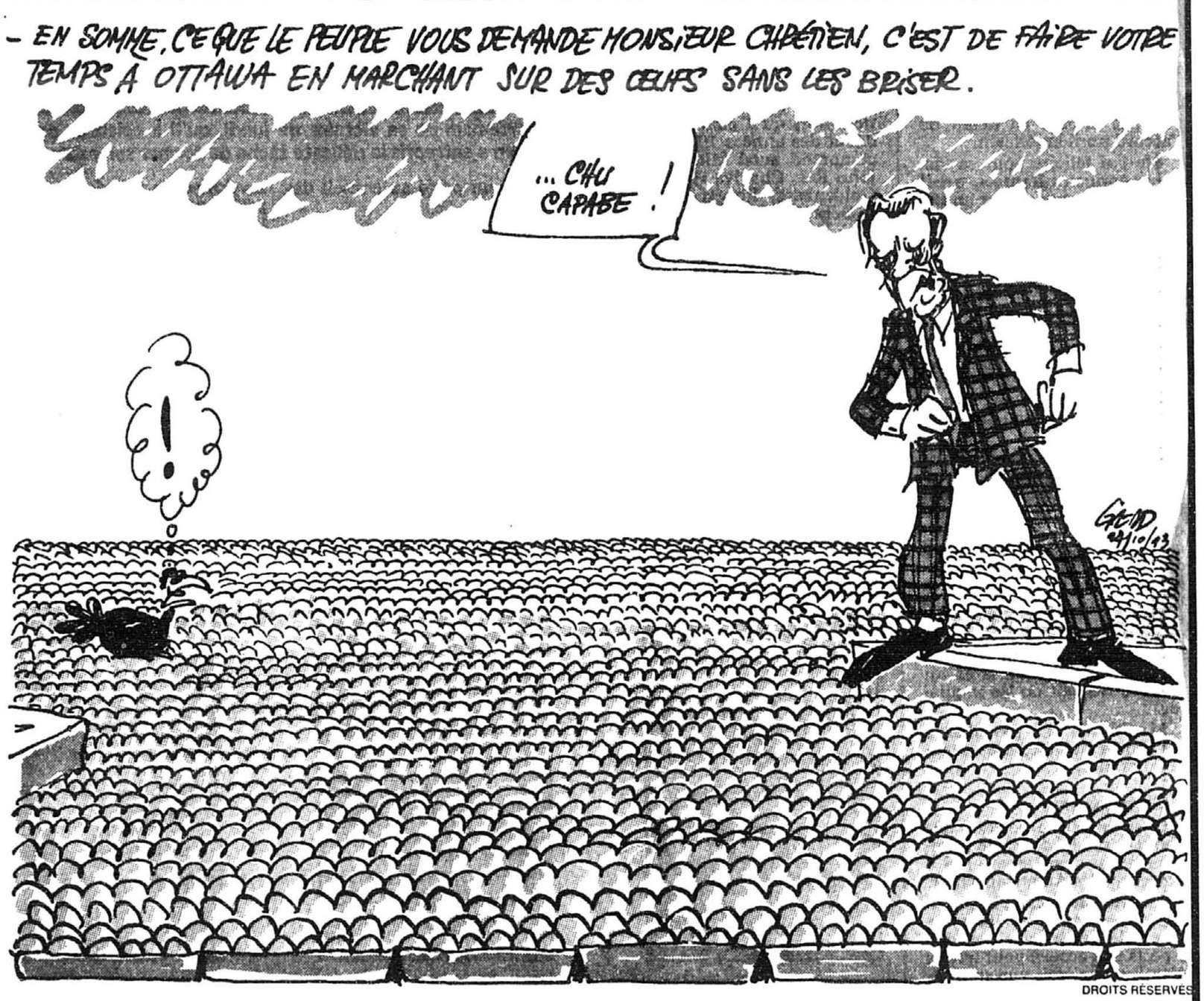
Parmi les Québécois, M. Chrétien est de ceux qui ont occupé, en nombre et en importance, les plus hautes fonctions au sein de l'appareil fédéral: ministre du Revenu, des Affaires indiennes, de l'Industrie et du Commerce, président du Conseil du trésor, ministre des Finances, de la Justice, de l'Énergie, secrétaire aux Affaires extérieures. Député durant 25 ans, il a été ministre pendant 17 ans. Il a fait ses classes. Il a gagné ses gallons à force de travail, d'endurance. Cet homme simple, dévoué, serviable, attaché aux valeurs traditionnelles de la famille, fils de machiniste, a atteint les sommets politiques.

Aujourd'hui, M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada. Cela fait tout drôle de lui attribuer ce titre. L'expression ne lui va pas comme un gant. Mais il a le mérite d'avoir gravi, plus souvent seul que quiconque, avec parfois pour unique soutien son épouse Aline et sa famille, les étapes difficiles et les embûches innombrables pour devenir le 20e premier ministre du Canada.

Sera-t-il un chef éphémère? de transition? permanent? Sera-t-il à même de chausser les bottines de ses illustres prédécesseurs, les Wilfrid Laurier, Mackenzie King, Louis Saint-Laurent, Lester B. Pearson et Pierre Trudeau? Lui-même a pu le mieux répondre à la question dans son autobiographie *Dans la fosse aux lions*:

«Les libéraux n'ont pas eu de chef populiste depuis Wilfrid Laurier. King était un bureaucrate distingué, Saint-Laurent, un respectable avocat de la classe privilégiée, Pearson, un éminent diplomate et Trudeau, un brillant intellectuel. Un populiste viendra défendre l'héritage libéral et faire appel aux gens ordinaires.»

Claude MASSON



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Rebuts: à chacun de faire sa part

■ Depuis plusieurs semaines, déjà, le péage au poids des rebuts fait son bonhomme de chemin dans les médias. J'ai l'impression qu'il s'agit d'une campagne de relations publiques bien orchestrée en faveur des municipalités pour nous préparer à une éventuelle hausse de taxes. Je veux bien contribuer mais qu'en est-il des fabricants, des manufacturiers? Nulle part, on en parle.

Lorsque j'achète un tube de dentifrice, la boîte, j'en fais quoi? Je la jette sur le plancher du supermarché? De la pharmacie? Lorsque je dépasserai une limite de poids raisonnable, pourquoi n'irais-je pas déposer mes sacs à ordures chez le voisin ou dans un terrain vacant? L'environnement, c'est l'affaire de tout le monde, évidemment, pas l'affaire des industriels, qui s'en tamponnent. Les emballages de fruits, j'en fais quoi? Les viandes préemballées? Les pots de crème? Les «publi-sacs» du dimanche, je me les mets où?

Je fais ma part, mes ami(e)s. C'est certain, (il y a place à amélioration, bien sûr), ma mère en faisait autant et ma grand-mère aussi... Elle faisait quoi ma grand-mère avec ses restes, ses sacs etc.? Elle r-e-c-y-c-l-a-i-t.

Ça fait plus de 20 ans que je me promène avec mon cabas. Chaque fois, c'est la croix et la bannière. On insiste pour emballer deux fois plutôt qu'une. Je me débats, je gueule, on me regarde d'un air ahuri: «Hystérique, la bonne femme». Mais je ne suis pas timide de nature et j'insiste... Et je repars suivie de regards furtifs et de commentaires pas toujours polis.

Payer au poids? Tout à fait d'accord si les fabricants font leur part et si on me réduit mes taxes. Je m'arrangerai pour peser moins lourd (et en ordures et en sous). Où va-t-on alors chercher le «manque à gagner» parce que j'aurai été une bonne citoyenne? S'il vous plaît, n'en jetez plus, la cour est pleine!

Hélène DES CHENAUX
Laval

Quelle dégringolade!

M. Claude Picher,

■ Votre chronique sur le FMI m'a ramenée vingt-cinq ans en arrière, à cette période où je découvrais et le FMI et son rôle dans les affaires des pays comme «gardien de l'ordre financier international».

J'étais alors contractuelle avec l'ACDI dans un des pays dits du Tiers-Monde et, parfois, je trouvais cruelles les semonces et les interventions de cet organisme. Surtout, je me rassurais en me répétant que mon pays n'aurait jamais à subir des mesures aussi contraignantes parce qu'étant bien nanti et surtout «mieux administré», parce que disposant de ressources inestimables gérées par des gestionnaires compétents et sérieux.

Je me trompais grandement et la situation présente, que nous subissons, ne fait qu'ajouter à mon scepticisme face à nos élus devenus incapables de conserver les acquis et, pire, nous conduisant à une faillite certaine. Quel gâchis! Qui aurait pu croire que dans quelques décennies, mon pays, semoncé par le FMI, aurait à se soumettre à des directives douloureuses pour regagner la confiance des pays créditeurs et retrouver sa crédibilité auprès des instances internationales.

Bref, quand j'ai connu le FMI, je n'aurais jamais pensé que le Canada aurait à en subir les directives sévères que je pensais être réservées aux régions du Tiers-Monde. Quelle dégringolade!

Liliane BOULANGER
Brossard

Décomposition avancée

■ Je veux montrer à quel point notre société est en état de décomposition avancée: elle ne tolère pas les «jeans» dans le casino, mais les accepte depuis longtemps dans les universités!

Dans le temple où l'État pourra ruiner ses ouailles, on exigera une certaine tenue. Dans l'endroit où les gens vont chercher une éducation supérieure, ils peuvent le faire en tenue de suiveux, de débilisme social reconnu! Et ce rôle de voleur, d'extorqueur, qui était prohibé antérieurement, sera maintenant légalisé car c'est «l'État» qui l'exerce. Auparavant, si un pauvre «gambler» se faisait prendre dans un réseau de jeux, on le mettait en prison. Maintenant, parce que le croupier est au service de l'État, il devient un bon fonctionnaire.

Et, pour se donner bonne conscience, l'État providence en faillite fournira les services de professionnels (sic) pour aider les joueurs compulsifs. Dégueulasse. Le tout revu et corrigé par la Main de Dieu!

Que l'État et ses créations protégées par la formule Rand (métiers, syndicats, UPA, commissions, etc.) commencent par se retirer de tous les domaines où ils étouffent leurs membres, où ils empêchent le libre commerce, la libre concurrence; qu'ils cessent d'encourager le jeu comme dépositaire du vice légalisé et expurgé artificiellement du mal, et notre société reprendra vie avec vigueur. Que l'État cesse de faire des dettes immorales, encouragé par des clergés socialistes et crétins, des politiciens inconscients en distribuant des aides qui ne font qu'ancrer les bénéficiaires dans un état de dépendance qui se perpétue. Que cesse cette société de «gamiques» et de combines sociales basée sur la rapine par l'État et sur le droit légalisé à une aide sociale de l'État à une clientèle qui lui fait le chantage de son vote s'il pensait la retirer.

Luc RACICOT
avocat

N.B.

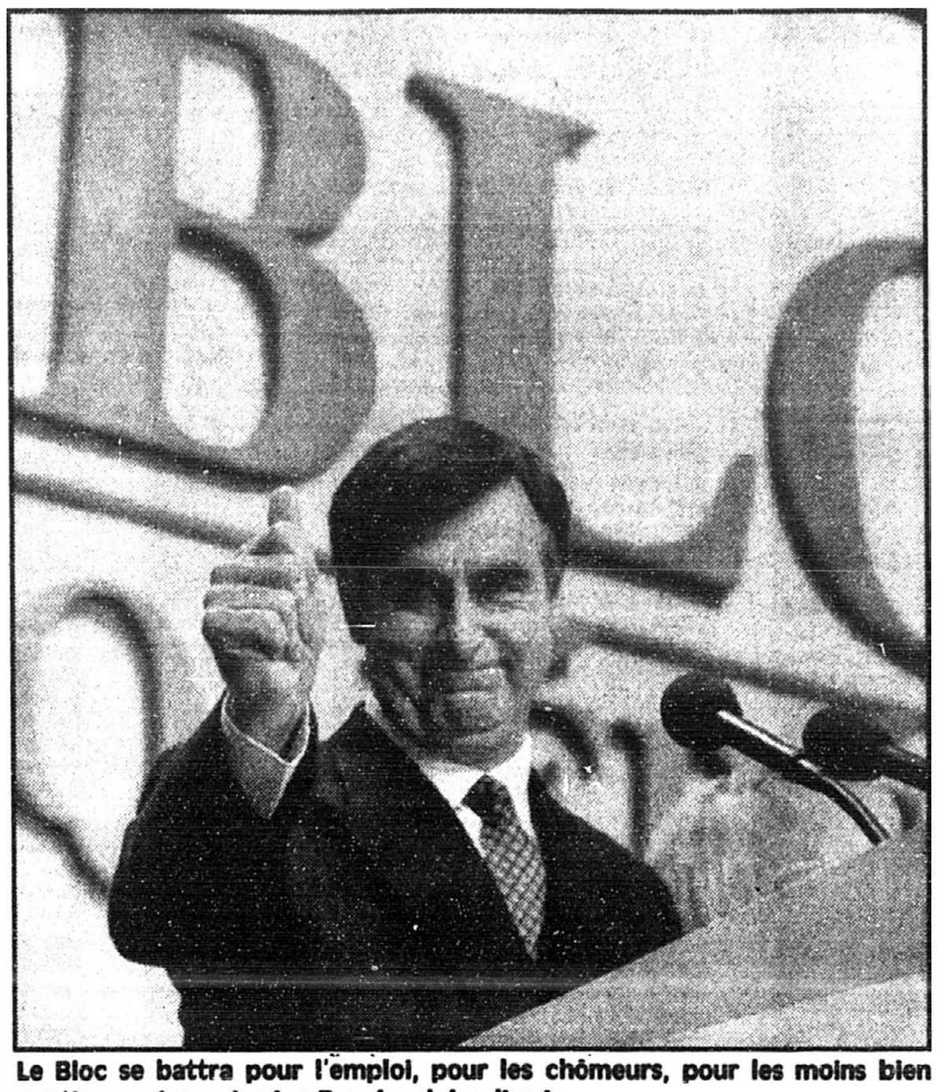
■ La Presse *accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réserve le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.*

Opinions

Le «premier devoir» des élus du Bloc à Ottawa: défendre les «intérêts immédiats» du Québec

LUCIEN BOUCHARD

Voici l'essentiel du discours que Lucien Bouchard a prononcé, lundi soir, à Alma, à l'issue des élections. Ce texte revêt un intérêt certain en permettant de mieux connaître les projets du Bloc québécois et de mieux cerner la forme que prendra sa présence à la Chambre des Communes.



Le Bloc se battra pour l'emploi, pour les chômeurs, pour les moins bien nantis, a prévenu Lucien Bouchard, lundi soir.

Mes chers amis,

Il me revient en mémoire le visage et la voix de René Lévesque, le soir du 20 mai 1980, lorsqu'il nous a dit, tout simplement, «à la prochaine». Je sais bien que ce soir n'est pas «la prochaine». Ce soir, le peuple québécois nous donne le mandat de veiller à ses intérêts à Ottawa, mais aussi de baliser la route qui mène à cette prochaine fois. Ce soir, le peuple québécois a dit OUI à un parti qui n'existe que par lui et que pour lui, un parti souverainiste qu'il envoie à Ottawa. Il nous donne du coeur à l'ouvrage, tout en nous confiant une lourde responsabilité, celle de ne pas le décevoir. La moitié des électeurs nous ont fait confiance et se sont reconnus dans le message du Bloc québécois. Je tiens à les remercier.

Surtout, je veux leur dire ce dont j'ai pleinement conscience: la responsabilité qui nous échoit est à la mesure de la confiance qui nous est faite. La confiance, nous consacrerons toutes nos énergies à la mériter et à la conserver. La responsabilité, nous l'assumerons dans l'intérêt de nos concitoyens et dans le respect des institutions qui nous régissent et nous régiront aussi longtemps qu'elles ne seront pas démocratiquement remplacées. (...)

Je m'en voudrais de ne pas remercier vivement M. Jacques Parizeau et nos amis du Parti Québécois qui ont admirablement soutenu les efforts du Bloc. En faut-il davantage pour démontrer que la solidarité est la clef du succès? En moins d'un an, elle nous a valu, coup sur coup, une victoire référendaire et une réussite électorale. Cette solidarité a été d'autant plus efficace qu'elle s'est nourrie de nombreux apports venus de plusieurs horizons politiques et de tous les secteurs d'activités.

Dans l'ensemble, la campagne a été dénuée de ces charges axées sur la peur qui ont trop souvent entaché le processus électoral. J'en donne le crédit à Kim Campbell, Audrey McLaughlin, Jean Chrétien et Preston Manning. Les discussions sur nos avenirs respectifs seront vigoureuses et, à l'occasion, difficiles. Il faut compter sur le sens démocratique de chacun pour garantir à la population qu'elle sera l'ultime gagnante de ces débats. (...)

L'élection du Bloc à Ottawa s'inscrit dans une démarche de cohérence québécoise. Qu'on le veuille ou non, la décision qui est sortie des urnes se situe dans le prolongement direct des jalons qui l'ont préparée. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que tout s'est déroulé en cascade. Le NON de mai 80 a placé le Québec dans une situation de faiblesse qui nous a valu le coup de force de 1982. L'Accord du lac Meech devait réparer cette injustice. Son rejet a fait naître la Commission Bélanger-Campeau. Le consensus issu de cette réflexion collective a dégagé la véritable perspective alors offerte au Québec: la souveraineté, en cas d'un ultime échec fédéral. On sait que cet échec a maintenant un nom: Charlottetown.

Si le Bloc est né du rejet de Meech, son élection à Ottawa est la conséquence directe de Charlottetown.

Logiquement donc, le Bloc québécois est souverainiste. C'est donc sous la bannière souverainiste que ses députés élus ce soir feront leur entrée à la Chambre des communes. Bien sûr, le Bloc québécois ne réalisera pas lui-même la souveraineté, ce n'est pas son mandat. Cette souveraineté, seul le peuple du Québec pourra en décider dans un référendum. C'est au Québec que cela se fera, sous la responsabilité du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale.

Je souhaite que ce geste de fierté et d'espoir posé aujourd'hui inspire et ravive le souffle du peuple québécois. Cette élection sera, j'en suis persuadé, l'un des pivots du processus d'accession à la souveraineté.

Le projet souverainiste n'est pas dirigé contre le Canada. C'est le refus des chicanes stériles et des conflits nombrilistes. C'est surtout la seule réponse adéquate aux défis que nous lance un monde en mutation profonde. Les appuis du Bloc se sont ainsi cristallisés autour du refus du statu quo et d'un irrépressible besoin de changement.

Voilà pourquoi un nombre grandissant de fédéralistes déçus ont voté pour le Bloc. Ils savent que les formations politiques traditionnelles ne collent plus à la réalité nouvelle.

En attendant que soit prise au Québec la décision qui conduira à la souveraineté, les députés du Bloc iront donc défendre à Ottawa les intérêts immédiats du Québec. Ce sera leur premier devoir. Il était temps que la voix du Québec se fasse entendre là-bas, pour corriger les inéquités du régime. Cette tâche, le Bloc s'en acquittera avec dignité. Il entend faire honneur au Québec.

C'est l'autre mandat du Bloc québécois: la défense des intérêts du Québec. Le Bloc se battra pour l'emploi, pour les chômeurs, pour les moins bien nantis. Il sait que cela ne peut pas se faire sans un effort simultané pour sabrer dans les dépenses et remettre de l'ordre dans les finances publiques. Les intérêts du Québec seront donc souvent communs avec ceux du Canada.

Pour nous, il s'agit d'arrêter la spirale vers le bas. Le statu quo mène à une constante dégradation. Quand elle fait du sur-place, une société recule. Nous pouvons bien avoir la conviction que les Québécois et les Québécoises, d'un bout à l'autre de l'éventail politique, évolueront vers la souveraineté, mais le monde extérieur n'attendra pas. Il faut tout de suite limiter les dégats et protéger l'avenir.

Nous allons donc nous atteler aux tâches urgentes, dans une Chambre des communes qui reflètera davantage la vraie nature du Canada. Car il semble bien que non seulement le Québec, mais le Canada aussi, soient devenus plus transparents ce soir.

Cette transparence fournit l'occasion d'un vrai dialogue, enfin fondé sur une meilleure perception des vraies questions et des enjeux essentiels, trop longtemps occultés. Oui, il y a deux pays dans ce pays : dès demain, ces deux pays pourront et devront se parler plus franchement, là où ça compte le plus, au Parlement.

L'action du Bloc québécois sera positive et responsable. Le Bloc existe pour faire avancer le Québec, dans le respect des institutions démocratiques. Je dis à nos amis du Canada anglais que notre victoire de ce soir représente une occasion unique de nouer une nouvelle relation fondée sur la vérité et le respect. Et je m'adresserai directement à eux: *Tonight, Canada and Québec have changed for the better. Tonight, the veil of complacency has been lifted, bringing under the sun the real complexion of Canada, obscured for too long. A new chapter has been opened. We are going to Ottawa to build something new, something that will prove positive for both nations of Canada. We will of course vigorously pursue Québec's interests and expand on the merits of sovereignty for Québec, but with all due respect to the rules of the House. Our commun values of democracy and tolerance should lead to a more serene dialogue. Moreover, in the Parliament, we will have common objectives to achieve on many crucial issues. I state once again that our goal is not to rend the fabric of Canadian institutions, but to make the House of Commons more aware of the aspirations of the people that have elected us today.*

Nous, du Bloc québécois, avons proposé aux Québécois et aux Québécoises de se donner le vrai pouvoir. Ils ont répondu OUI à notre appel. Ce pouvoir, justement parce qu'il est vrai, est fait de solidarité. C'est le mot que je retiens de cette campagne, de cette journée, de cette soirée mémorables: la solidarité québécoise. Cette solidarité nous réunira lors du grand rendez-vous qui nous attend: je pense au référendum où nous déciderons de notre avenir et de celui de nos enfants.

«Veritatis Splendor»: théologiens mal à l'aise

Écrit à l'intention des évêques du Québec, le texte qui suit est l'oeuvre d'une soixantaine de théologiens et de théologiennes.

Nous nous adressons à vous, à la suite de la parution de l'encyclique *Veritatis splendor*. Cette encyclique vous est destinée, mais elle nous concerne d'une étroite façon. Nous prenons cette initiative parce que, si certains aspects de cette dernière encyclique mettent opportunément en relief des préoccupations que nous faisons nôtres, d'autres nous mettent vraiment mal à l'aise. Nous nous adressons à vous par une lettre ouverte, parce que beaucoup des pensées que nous voulons vous soumettre intéressent l'ensemble des croyants et des croyantes de nos régions.

La récente encyclique manifeste à l'évidence un grand souci, celui de contrer la dérive, qui menace nos sociétés, non seulement pour beaucoup de questions qui relèvent de l'ordre moral ou éthique, mais également pour ce qui concerne les attitudes humaines et chrétiennes les plus fondamentales en ces matières. Inutile d'insister longuement sur le fait que nous partageons pleinement et sans réticence ce souci. Profitant de la parution de cette encyclique, nous voudrons certainement faire tout ce qu'il est possible de faire pour que ce souci ne reste pas chez nous, dans nos paroles et nos écrits, purement théorique et abstrait. Ce message de l'encyclique, nous le comprenons et nous sommes bien loin d'y rester indifférents.

Il est facile de remarquer que le Pape est particulièrement préoccupé par le fait que certaines conceptions de la vie morale peuvent voiler d'une façon dangereuse des perspectives les plus fondamentales dans lesquelles un chrétien doit envisager les diverses questions qui se posent dans nos sociétés et dans nos vies. Nous sommmes conscients qu'il faut savoir dire avec franchise ce qui est mal et ce qui est bien, ce qui est conforme à l'Evangile et ce qui ne l'est pas. Nous sommes bien d'accord pour qu'on n'oublie pas que, finalement, la vie morale se vit devant Dieu et que les diverses obligations qui s'imposent à la conscience sont des expressions de la volonté de Dieu lui-même. Nous reconnaissons qu'il faut savoir mettre en cause certaines déviations qui s'expriment, dans la pensée et dans des attitudes concrètes, en ce qui concerne la vraie nature de la liberté de la conscience, ou au sujet de ce qu'on appelle la créativité en matière d'éthique. Oui, nous avons à découvrir les obligations morales, tout comme les valeurs et non pas à les créer. Sur tous ces points et sur tant d'autres, la dernière encyclique contient des rappels tout à fait opportuns, que nous faisons nôtres. Aussi bien, si nous disons maintenant les divers malaises que cette encyclique suscite chez nous, nous ne voudrions pas être perçus pour cela comme systématiquement incapables d'accueillir la parole et la pensée qui nous viennent de Rome sur ces importants sujets.

L'encyclique rappelle avec raison qu'il est des actes dont on ne peut accepter la légitimité morale, quelles que soient les circonstances et même si les intentions de ceux qui les posent sont en elles-mêmes bonnes. À notre connaissance, l'ensemble des moralistes catholiques reconnaissent qu'il y a de tels actes, même s'ils ne le disent pas tous de la même façon. Cette conviction se retrouve aussi bien chez des partisans d'une approche téléologique de la morale que chez d'autres qu'on appelle les «proportionnalistes». Le problème commence évidemment quand il s'agit de savoir si tel ou tel acte particulier doit être classé parmi ceux qu'il ne serait absolument jamais possible de légitimer. Peut-on affirmer qu'il n'y a jamais, absolument jamais, de zones tristes?

Dans son souci d'inviter à la prudence dans l'enseignement de l'éthique ou de la morale, l'encyclique tente de décrire certains courants qui sont apparus au cours des dernières décennies. C'est là une entreprise fort délicate, car il est le plus souvent difficile de présenter en quelques phrases une description correcte et parfaitement juste de pensées qui exigeraient d'assez longs développements. Des courants théologiques, qui ont parfaitement leur place dans la pensée morale catholique, peuvent être ainsi plus ou moins visés. (...)

Nous regrettons que l'encyclique revienne sur la question de la limitation des naissances et réaffirme que les pratiques contraceptives par lesquelles l'acte conjugal est rendu intentionnellement infécond sont intrinsèquement mauvaises en toutes circonstances. Nous trouvons malheureux que, par cette nouvelle insistance dans le cadre d'une encyclique, on durcisse encore davantage la pensée officielle de l'Eglise sur ce point. Des vues plus souples s'étaient pourtant répandues à la suite des nombreuses déclarations de conférences épiscopales sur le sujet. Nous sommes obligés d'enregistrer le fait que de nombreux théologiens et théologiennes, parmi les meilleurs, en sont venus à la conclusion, après vingt-cinq années de débats et d'échanges, qu'on n'a pas encore trouvé d'arguments vraiment convaincants et décisifs pour affirmer l'immoralité de tout acte contraceptif utilisant des méthodes artificielles, en toutes circonstances et pour quelque fin que ce soit. Inutile d'insister sur une réalité que vous connaissez aussi bien que nous: la très large majorité des catholiques de notre continent, comme de plusieurs autres régions du monde, n'arrivent pas à comprendre la rigueur de la pensée catholique officielle sur ce sujet qui intéresse leur vie quotidienne.

Cette dernière remarque nous amène à dire notre insatisfaction devant le peu de place qu'accorde l'Encyclique à la pensée et à l'expérience des fidèles dans les questions morales. C'est là l'un des aspects les plus troublants et les plus décevants de ce document. D'un côté, il affirme en effet que l'Esprit-Saint est présent en chacun des fidèles et il rappelle avec raison que la loi naturelle est accessible à tous. Mais d'un autre côté, il exige un assentiment inconditionnel à l'enseignement du Magistère d'une manière qui semble ne laisser aucune place à la délibération et à la pensée personnelles, même sur une question aussi disputée que celle de la contraception. Nous craignons que, devant cette dureté, beaucoup de croyants et de croyantes ne se sentent comme poussés à mettre en question leur appartenance à l'Eglise.

L'encyclique traite du dissentiment. Elle le fait d'une façon qui nous parait bien absolue. Il existe vraiment des circonstances, comme c'est le cas pour les questions abordées dans cette lettre, où c'est un droit et un devoir pour les théologiens d'exprimer, avec respect mais aussi avec franchise, même d'une façon publique, les malaises qu'ils ressentent. Nous sommes étonnés que sur la question du dissentiment on ne tienne pas davantage compte des nombreuses études faites sur ce sujet depuis quelques décennies, et même de quelques déclarations épiscopales, notamment de la lettre pastorale des évêques américains *Human Life in Our Day* du 15 novembre 1968, qui aborde ce sujet d'une façon explicite.

Les recommandations faites aux évêques de réprimer tout dissentiment en regard, indistinctement, de tout enseignement du Magistère nous paraissent d'un autre âge. Mises en oeuvre, les mesures suggérées seraient extrêmement dangereuses pour la vie intellectuelle et le progrès de la pensée dans l'Eglise, surtout dans le domaine de la morale et de l'éthique. De telles limitations à la liberté de pensée et d'expression comportent un danger dont on devrait être très conscient aujourd'hui, alors que la réflexion doit être très active pour répondre aux exigences et aux problèmes toujours nouveaux de notre temps. (...)

Il nous semble enfin que cette encyclique fait trop peu de cas de la collégialité épiscopale. Sur des questions aussi vitales et difficiles, l'apport de l'ensemble de l'épiscopat ne devrait-il pas être sollicité? Il nous semblerait important que, sur certaines questions vraiment très discutées parmi les croyants et les croyantes, la pensée des évêques, dans toute sa diversité, puisse être efficacement acheminée à Rome. On éviterait ainsi la polarisation actuelle, si néfaste, par laquelle la pensée des évêques du monde entier, apparemment unanime, s'oppose, dans beaucoup de pays, à la pensée légitimement beaucoup plus pluraliste de très larges portions de la communauté catholique.

Calomnies et propagande contre le Québec

DANIEL POURCHOT

L'auteur est professeur.

La campagne entretenue aux États-Unis contre les projets hydro-électriques d'Hydro-Québec, contre le gouvernement de ce pays et, en général, contre ce qui est Québécois, vient de repartir avec éclat. J'évoque ici le «factum» publié par le tabloid «Northern Rights - Southern Light: Connection to James Bay» et qui rassemble toutes les calomnies et - soyons polis - toutes les contre-vérités répandues chez nos voisin du Sud par les Cris et surtout par les «lobbies», qui les soutiennent ou qui se servent d'eux. Il ne s'agit pas ici de partir en guerre contre les Cris. À tort ou à raison ces derniers croient que leurs droits sont lésés, que leur mode de vie est menacé par les développements de la Baie James. On ne peut leur reprocher de se défendre, encore même se serviraient-ils de moyens discutables, pour ne pas dire malhonnêtes. La campagne électorale, qui vient de se terminer, et les moyens dont ont usé nos candidats ne donnent certes pas de bon exemple de candeur et d'intégrité.

Là où les instances attaquées - que ce soit la Société d'État, le gouvernement ou les simples citoyens du Québec - doivent réagir avec la plus grande rigueur, c'est à l'égard des groupes, publicistes ou lobbies des États de la Nouvelle-Angleterre, qui entretiennent financièrement ou autrement cette campagne de diffamation. De ces gens-là, les Québécois n'ont aucune leçon à recevoir, sinon d'éviter la tentation d'imiter leur navrante hypocrisie. Que voilà donc de bons apôtres! Au cours de leurs quatre siècles d'histoire , d'expansion géographique et d'exploitation économique, nos voisins du Sud ont tout fait pour éliminer les tribus autochtones, qu'ils ont trouvées sur le chemin de leur ambition et de leur avidité. D'innombrables traités ont été négociés et signés par des gouverneurs américains et par le Président lui-même. Aucun, répétons-le, aucun de ces traités n'a été respecté par le signataire américain! Au contraire, en ce qui concerne la politique «musclée» du gouvernement des USA ou d'un trop grand nombre de ses agents, on peut dire qu'il ne s'agit ni plus ni moins que d'un génocide. Témoin, ce conseil donné par le général Sherman, «héros» de la Guerre de Sécession: «Agir énergiquement contre les Sioux, jusqu'à leur extermination: hommes, femmes, enfants doivent y passer.» (dans Indian Views, 1864)

Et son collègue, le Général Carleton, de commenter benoîtement: «Dieu tout-puissant veut qu'une race disparaisse pour faire place à une autre race... Le mammouth est passé, ainsi fera l'Indien rouge d'Amérique.» (dans Commission des Affaires indiennes, janvier 1867) Pour l'honneur des «blancs» il faut pourtant rappeler que certains d'entre eux se portèrent à la défense de ces «rouges», oeuvrèrent pour leur mieux-être et pour l'établissement de la paix entre les tribus rivales ou entre ces dernières et les multitudes d'immigrants attirées vers l'ouest. Le plus illustre de ces champions des amérindiens fut sans doute, au siècle dernier, le RP DeSmet, s.j. Lui, comme quelques autres, avait gagné et mérité la confiance de nombreuses tribus indiennes. Le gouvernement américain en profita pour obtenir leur médiation. Dans tous les cas, la bonne foi de ces médiateurs fut trahie par leur commettant. Lorsqu'elle put s'organiser, la résistance indienne fut violente et souvent féroce, mais finalement vaine. Ceux des Indiens dont la répression épargna la vie furent parqués dans des réserves où on leur a permis de languir. D'autres cherchèrent refuge sur le territoire canadien où ils ne furent d'ailleurs pas reçus à bras ouverts.

Ce sont les héritiers de ces politiques qui se portent maintenant au secours des Cris spoliés par le gouvernement du Québec ou par sa principale agence énergétique! De quoi est-il coupable ce gouvernement? Il a négocié et signé avec les Cris le Traité de la Baie James, qui accorde à Hydro-Québec le droit de développer une fraction du territoire immense que les Cris revendiquent pour leur. En contrepartie, ces derniers ont obtenu plusieurs centaines de millions de dollars - dont une partie défraie sans doute la propagande hostile au Québec! En plus de cette compensation, les Cris disposent aussi d'un bon nombre de services mis à leur disposition et dont les effets positifs ont été observés, plusieurs années après cet Accord de la Baie James: le taux de natalité des Cris a augmenté sensiblement, leur état de santé s'est amélioré de façon remarquable, de même que les conditions d'existence dans leurs villages. En dépit de la détérioration présumée de l'environnement, il ne semble pas que la faune ait souffert ; au contraire, les cervidés se sont multipliés au point qu'ils constituent, eux, une menace pour l'équilibre écologique.

On pourra vérifier aussi que le gouvernement du Québec, dans la répartition de ses ressources, en dépense six fois plus pour chaque membre de la communauté Cri que pour chaque Québécois «ordinaire»! Voilà le sort «misérable» que la communauté québécoise a imposé à ses autochtones.

Faut-il que nous soyons encore intimidés par les calomnies et la propagande intéressée concoctées outre-frontière et payées peut-être du produit de nos impôts?

LES DÉPUTÉS DU QUÉBEC

ÉLECTIONS 93

Tous droits réservés, 1993, par La Presse Canadienne

Voici les résultats du vote aux élections générales fédérales au Québec tels que compilés par La Presse Canadienne. Entre parenthèses, après le nom de la circonscription, on trouve le nom du parti gagnant et la majorité obtenue lors du dernier scrutin général ou à la suite d'une élection complémentaire, suivi du nombre de bureaux de votation dépouillés (seulement si les résultats ne sont pas complets).

Abol .....Parti abolitionniste
BQ.....Bloc Québécois
Can.....Canada Party
PHC .....Parti de l'héritage chrétien
PV .....Parti Vert
Ind .....Indépendant
Lib.....Libéral
Ltre .....Libertaire
M-L.....Marxiste-Léniniste
Nat .....Parti national
LN .....Nouveau Parti démocratique
NPD.....Nouveau Parti démocratique
PRC.....Parti pour la Rép. du Canada
PC .....Parti conservateur
X.....député sortant (du comté en titre ou de tout autre comté)

Montréal-Est (10 députés)

Ahuntsic (PC 692) 189:190

Michel Daviault BQ	***22,275***
Céline Hervieux-Payette *Lib*	20,394
x-Nicole Roy-Arcelin *PC*	4,332
Marc Lacroix *LN*	752
René Samson *NPD*	675
Haytoug Chamlian *Ind*	567
Rolando Fusco *Abol*	385
Christiane Deland-Gervais *PRC*	332

Anjou-Rivière-des-Prairies (PC 10,030)

Roger Pomerleau BQ	***26,179***
Normand Biron *Lib*	25,621
x-Jean Corbeil *PC*	7,066
Zamba Mandala *NPD*	956
Gilles Raymond *LN*	764
Frantz-Albert Mitton *PRC*	139

Bourassa (PC 820)

Osvaldo Nunez BQ	***18,234***
Denis Coderre *Lib*	18,167
x-Marie Gibeau *PC*	5,199
Raymond Laurent *NPD*	1,023
Miville Couture *LN*	479
Lucien Lapointe *Abol*	209
Harold Anthony Quesnel *PRC*	102

Hochelaga-Maisonneuve (PC 2,078)

Réal Ménard BQ	***26,052***
Jules Léger *Lib*	10,760
x-Allan Koury *PC*	3,838
Paul Vachon *NPD*	955
Richard Lauzon *LN*	576
Christine Dandenault *M-L*	259
Steve Bélanger *PRC*	184

Laurier-Ste-Marie (BQ 12,006) 172:174

x-Gilles Duceppe BQ	***24,755***
Robert Desbiens *Lib*	9,854
Yvan Routhier *PC*	2,136
Alain Gravel *NPD*	1,227
John Tromp *PV*	1,050
Pierre Bergeron *LN*	643
Normand Chouinard *M-L*	210
Michel Dugré *Ind*	130
Sophie Brassard *PRC*	124

Mercier (PC 17,862)

Francine Lalonde BQ	***34,139***
Magda Tadros *Lib*	11,700
x-Carole Jacques *Ind*	8,992
Gérald Lacoste *PC*	2,720
Guy D'Amours *NPD*	789
William-John Apostol *Abol*	207
Pierre Aylwin *PRC*	128

Papineau-St-Michel (Lib 5,028)

x-André Ouellet Lib	***19,524***
Daniel Boucher *BQ*	14,661
Carmen De Montbriand *PC*	1,620
Gisèle Charlebois *NPD*	694
André Beaudoin *LN*	667
Serge Lachapelle *M-L*	141
P.A. D'Aoust *Abol*	94
Normand Normandeau *PRC*	77

Rosemont (PC 3,918)

x-Benoît Tremblay BQ	***28,409***
Pierre Bourque *Lib*	13,003
Pauline Vincent *PC*	2,343
Roger Lamarre *NPD*	990
Marc Roy *LN*	717
Hélène Héroux *M-L*	188
Stéphane Levesque *PRC*	83

Saint-Denis (Lib 7,085)

Eleni Bakopanos Lib	***21,985***
Gilles Pelchat *BQ*	15,021
Aida Baghjajian *PC*	2,291
Josée Panet-Raymond *NPD*	965
Stéphane Lapointe *Ind*	423
Alain-Edouard Lord *LN*	397
Fernand Belisle *Abol*	256
Panagiotis Macrisopoulos *M-L*	206
Benoit Chalifoux *PRC*	170

Saint-Léonard (Lib 5,959)

x-Alfonso Gagliano Lib	***28,799***
Umberto Di Genova *BQ*	12,879
Tony Tomassi *PC*	4,021
David D'Andrea *NPD*	583
Marlène Charland *LN*	497
Claude Brunelle *M-L*	141
Mauro Fusco *Abol*	91
Sylvain Deschênes *PRC*	77

Montréal-Ouest (10 députés)

Lachine-Lac-St-Louis (PC 734)

Clifford Lincoln Lib	***39,714***
Guy Amyot *BQ*	12,012
Nick Di Tomaso *PC*	4,720
Val Udvarhely *NPD*	829
Bill Shaw *Ind*	612
Ronald Bessette *LN*	551
Jim Wiebe *Ltre*	194
Claude Brosseau *PRC*	176
Michael Robinson *Abol*	85

LaSalle-Emard (Lib 1,415)

x-Paul Martin Lib	***30,866***
Eric Cimon *BQ*	17,280
Johnanne Senécal *PC*	2,368
Richard Belzile *NPD*	708
George Amarica *LN*	419
Giampaolo Carli *PRC*	120
Thérèse Turmel *Abol*	103

Mont-Royal (Lib 12,753)

x-Sheila Finestone Lib	***39,589***
Guillaume Dumas *BQ*	3,341
Neil Drabkin *PC*	2,759
Michael Werbowski *NPD*	804
Harry Polansky *Ind*	532
Kurtis Law *Nat*	319
Ken Matthews *LN*	317
Georges Duchesnay *PRC*	71
Marie Vienneau *Abol*	48

Notre-Dame-de-Grâce (Lib 11,226)

x-Warren Allmand Lib	***28,696***
Gilbert Ouellet *BQ*	5,811
Maeve Quaid *PC*	2,645
Bruce Toombs *NPD*	1,407
Shirley Demaine *Nat*	596
Don Donderi *Ind*	540
Michael E. Wilson *LN*	415
Earl Wertheimer *Ltre*	197
John Philips *Ind*	171
Michael Windeyer *Abol*	86
Alexander Shiroka *PRC*	38

Outremont (PC 1,702)

Martin Cauchon Lib	***20,257***
Jean-Louis Hérivault *BQ*	16,228
x-Jean Pierre Hogue *PC*	3,812
Catherine Kallos *NPD*	2,029
Daniel Bergeron *LN*	672
Michel Rocheleau *M-L*	171
Sylvain Coulombe *Abol*	128
Mamunor Rashid *PRC*	84

Pierrefonds-Dollard (PC5,288) 218:219

Bernard Patry Lib	***39,585***
René de Cotret Opzoomer *BQ*	10,878
x-Gerry Weiner *PC*	8,043
Catherine Rideout-Erais *NPD*	847
Ruby Finkelstein *LN*	489
Carlos Roldan *Nat*	472
Hugh Rowe *Ltre*	439
Lionel Albert *Ind*	394
Glenford Charles *PRC*	108

Saint-Henri-Westmount (Lib 927) 176:180

x-David Berger Lib	***24,592***
Eugenia Romain *BQ*	7,364
Alain Perez *PC*	5,834
Ann Elbourne *NPD*	1,607
Louise Pilon *Nat*	565
Allan Faguy *LN*	535
Mark Roper *Ind*	245
Normand Bélanger *PRC*	126
Robert Adams *PHC*	121
Rudolph Scalzo *Ind*	118
Arnold August *M-L*	105
Robert Carlisle *Abol*	76

Saint-Laurent-Cartierville (Lib 2,131) 168:172

x-Shirley Maheu Lib	***30,669***
Amin Hachem *BQ*	8,231
Mark Weiner *PC*	3,254
Francine Poirier *NPD*	866
José Torres *LN*	330
Roopnarine Singh *Nat*	274
Monique Lanctot *PRC*	229
Madelaine Piquette-Bedard *Abol*	103

Vaudreuil (PC 13,999)

Nick Discepola Lib	***31,040***
Mario Turbide *BQ*	25,133
Richard Préfontaine *PC*	6,459
Yves Marie Christin *NPD*	1,109
Eric E. Simon *LN*	727
Neal Ford *Ltre*	443
Robert Charles *PRC*	186

Verdun-St-Paul (PC 4,906)

Raymond Lavigne Lib	***19,594***
Kim Beaudoin *BQ*	19,095
André Martin *PC*	3,849
Claude Ledoux *NPD*	867
Jean-Marc Beaudin *PV*	594
Marylise Baux *LN*	430
Yvan Cousineau *Abol*	140
Jim McPherson *Nat*	130
D. Le Sheik Massand *Ind*	113
Golam Khan *PRC*	92

Laval (3 députés)

Laval-Centre (PC 13,029)

Madeleine Dalphond-Guiral BQ	***31,391***
Guymond Fortin *Lib*	19,027
Bruno Fortier *PC*	4,497
Yvon Dodier *LN*	662
Afsun Qureshi *NPD*	630
Joe De Santis *Nat*	323
Michel Destroismaisons *PRC*	268
Emilien Martel *Abol*	172

Laval-Est (PC 20,319) 217:218

Maud Debien BQ	***31,210***
Raymonde Folco *Lib*	16,196
x-Vincent Della Noce *PC*	11,140
Stéphane Houle *NPD*	656
Denis Cauchon *LN*	586
Denise Beaubien *Abol*	359
François Lépine *PRC*	121

Laval-Ouest (PC 8,039)

Michel Dupuy Lib	***28,380***
Michel Leduc *BQ*	26,386
x-Guy Ricard *PC*	4,155
Rick Blatter *Ltre*	712
Marcella Tardif-Provencher *NPD*	678
Eddy Gagné *LN*	545
Cyril MacNeil *Nat*	295
John Ajemian *PRC*	193
Georges Vaudrin *Abol*	110

Rive-Sud (10 députés)

Beauharnois-Salaberry (PC 15,798)

Laurent Lavigne BQ	***25,054***
Linda Julien *Lib*	14,791
Marie-Andrée McSween *PC*	6,964
Marc Dubuc *NPD*	953

Chambly (NPD 19,998)

Ghislain Lebel BQ	***36,484***
Jean-Claude Villiard *Lib*	17,803
Hélène remblay *PC*	4,860
François Côté *NPD*	1,796
Marcel Marjot *PRC*	287

Châteauguay (PC 6,017)

Maurice Godin BQ	***34,651***
Kimon Valaskakis *Lib*	18,111
x-Ricardo Lopez *PC*	5,782
Luc Proulx *NPD*	859
Stéphane Beauregard *PRC*	317

La Prairie (PC 11,337)

Richard Bélisle BQ	***27,490***
Jacques Saada *Lib*	27,014
x-Fernand Jourdenais *PC*	7,852
Mohamed Akoum *NPD*	708
Pierre Montpetit *LN*	691
Alain Gauthier *PRC*	200

Longueuil (PC 16,726)

x-Nic Leblanc BQ	***39,734***
Guy Chartrand *Lib*	14,955
Richard Ledoux *PC*	4,512
Sergio Martinez *NPD*	985
Dany Lépine *PRC*	262

Richelieu (PC 23,125)

x-Louis Plamondon BQ	***31,558***
Michel Biron *Lib*	10,936
Lorraine Frappier *PC*	4,554
Carl Ethier *NPD*	337
Paulo Da Silva *PRC*	157

Saint-Hubert (PC 10,364)

x-Pierrette Venne BQ	***34,701***
Angéline Fournier *Lib*	19,668
Jean Lesage *PC*	4,545
Nathalie Rochefort *NPD*	904
Jean Cerigo *LN*	863
Claude Alain *Nat*	339
Bruno Lipke *PRC*	269

Saint-Hyacinthe-Bagot (PC 8,978)

Yvan Loubier BQ	***28,014***
Hélène Riendeau *Lib*	10,124
x-Andrée Champagne *PC*	9,834
Luc Chamberland *NPD*	848

Saint-Jean (PC 13,042)

Claude Bachand BQ	***29,753***
Delbert Deschambault *Lib*	14,244
x-Clément Couture *PC*	7,795
Alain Longpré *LN*	872
Jutta Teigeler *NPD*	504
Guy David *PRC*	105

Verchères (PC 23,830)

Stéphane Bergeron BQ	***38,536***
Benoît Chiquette *Lib*	12,138
François Leduc *PC*	5,221
Frances Elbourne *NPD*	695
Jean Blaquière *PHC*	476
Nicholas Maris *PRC*	179

Estrie (7 députés)

Brome-Missisquoi (PC 8,807)

Gaston Péloquin BQ	***17,894***
Joan Kouri *Lib*	16,243
Francine Vincelette *PC*	7,571
Jean Guy Peloquin *Abol*	733
Yves Décarie *LN*	566
Sean Hutchinson *NPD*	550
Gary Wightman *Ind*	381
Edmond Séguin *Nat*	154

Drummond (PC 8,323)

Pauline Picard BQ	***24,930***
Bernard Boudreau *Lib*	10,935
x-Jean-Guy Guilbault *PC*	9,041
Ferdinand Berner *NPD*	600

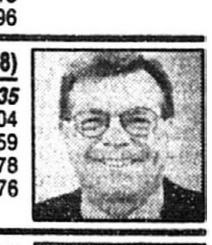
Frontenac (PC 18,894)

Jean-Guy Chrétien BQ	***18,603***
Jean-Guy Jam *Lib*	6,984
Jean-Claude Nadeau *PC*	5,017
Jean-René Guernon *PV*	359
Joseph Bowman *NPD*	332
Jean C. Turmel *Abol*	195

Mégantic-Compton-Stanstead (PC 11,680) 184:187

Maurice Bernier BQ	***17,134***
Eugene Naylor *Lib*	13,398
Gilles Goddard *PC*	5,960
Jacqueline Benoît *LN*	754
Martine Simard *NPD*	487
Marco Bissonnette *Abol*	213
James Stewart *Nat*	196

Richmond-Wolfe (PC 2,638)



Gaston Leroux BQ	***22,235***
x-Yvon Coté *PC*	10,004
Gaétan Dumas *Lib*	9,159
Anne-Marie Marois *LN*	678
Marc-André Peloquin *NPD*	476

Shefford (Lib 2,498)

Jean Leroux BQ	***27,001***
Roger Légaré *Lib*	14,152
Jocelyn Compagnat *PC*	5,750
Michèle Beausoleil *LN*	758
Marielle Sanna *NPD*	586
Denis Loubier *Abol*	470

Sherbrooke (PC 22,224)

x-Jean Charest PC	***29,740***
Guy Boutin *BQ*	21,559
Jean Paul Pelletier *Lib*	4,462
Serge Trépanier *LN*	516
Martine Caouette *NPD*	445
Jean-Guy Trépanier *Abol*	91

Mauricie (4 députés)

Berthier-Montcalm (PC15,746) 253:254

Michel Bellehumeur BQ	***36,060***
Madeleine Bélanger *Lib*	16,154
Réal Naud *PC*	5,356
Réal Croteau *LN*	807
Jean-Pierre de Billy *NPD*	590
Laurent Harvey *Nat*	276

Champlain (PC 20,996) 187:191

Réjean Lefebvre BQ	***22,537***
x-Michel Champagne *PC*	11,970
Michel Veillette *Lib*	10,489
André De Billy *NPD*	427

Saint-Maurice (PC 6,278)

x-Jean Chrétien Lib	***25,196***
Claude Rompré *BQ*	18,699
Pauline Daneault *PC*	1,901
Christian Simard *LN*	376
Robert Des Champs *NPD*	350

Trois-Rivières (PC 22,643)

Yves Rocheleau BQ	***24,882***
x-Pierre Vincent *PC*	11,053
Jean-Pierre Caron *Lib*	9,937
Roger Périgny *LN*	522
Maryse Choquette *NPD*	374

Nord-Ouest (2 députés)

Abitibi (PC 12,093)

Bernard Deshaies BQ	***18,876***
x-Guy St-Julien *PC*	14,651
Lucie Blais *Lib*	6,666
Louise Cloutier *NPD*	951

Témiscamingue (PC 3,483)

Pierre Brien BQ	***22,555***
Gilles Héroux *Lib*	9,246
x-Gabriel Desjardins *PC*	7,806
Grégoire Deguire *LN*	530
Célyne Ayotte *Abol*	300

Outaouais (4 députés)

Argenteuil-Papineau (PC 11,988)

Maurice Dumas BQ	***23,320***
Jacques Desforges *Lib*	14,214
x-Lise Bourgault *PC*	10,959
Jean G. Drapeau *NPD*	881

Gatineau-La Lièvre (Lib 2,122)

x-Mark Assad Lib	***39,274***
Jules Fournier *BQ*	25,006
Jérôme Falardeau *PC*	4,464
Elizabeth Holden *NPD*	1,096
Danièle Bélair *LN*	736
Nicole Leblanc *M-L*	190

Hull-Aylmer (Lib 8,369)

Marcel Massé Lib	***27,988***
x-Gilles Rocheleau *BQ*	14,293
Tony Cannavino *Ind*	4,583
Pierre Chénier *PC*	3,244
Francine Bourque *NPD*	1,346
George Halpern *PV*	468
Robert Mayer *LN*	401
Françoise Roy *M-L*	162
Linda Dubois *Abol*	63

Pontiac-Gatineau-Labelle (PC 8,933)

Robert Bertrand Lib	***17,377***
Claude Radermaker *BQ*	14,554
x-Barry Moore *PC*	9,593
Brian Corriveau *Nat*	755
Nicole Des Roches *NPD*	682
Glen Kealey *Ind*	402

Laurentides-Lanaudière (4 députés)

Blainville-Deux-Montagnes (PC 27,023)

Paul Mercier BQ	***47,931***
Pierre Brien *Lib*	18,830
x-Monique Landry *PC*	11,823
Linda Légaré-St-Cyr *LN*	1,009
Jean-Paul Rioux *NPD*	853
Richard Kendall *Ltre*	498
Gisèle Ray *PRC*	115

Joliette (PC 15,335)

René Laurin BQ	***41,057***
Réjean Lefebvre *Lib*	10,344
x-Gaby Larrivée *PC*	8,776
Gilles Roy *LN*	1,274
Gilles De Chantal *NPD*	809

Laurentides (PC 15,248)

Monique Guay BQ	***41,476***
Michelle Tisseyre *Lib*	18,716
x-Jacques Vien *PC*	7,059
Patricia Houle *NPD*	815
Gilles Gervais *PRC*	484

Terrebonne (PC 22,923) 297:306

Benoît Sauvageau BQ	***56,235***
Claire Brouillet *Lib*	14,623
x-Jean-Marc Robitaille *PC*	9,496
Renée-Claude Lorimier *NPD*	873
Christian Chouery *PRC*	445

Bas-St-Laurent-Gaspé-Côte-Nord (7 députés)

Bonaventure-Iles-de-la-Madeleine (PC 6,195)

Patrick Gagnon Lib	***12,334***
Michel Saint-Pierre *BQ*	9,228
x-Darryl Gray *PC*	6,019
Germaine Poirier *NPD*	377

Charlevoix (PC 27,736)

Gérard Asselin BQ	***23,615***
André Desgagnés *Lib*	7,140
Gerard Guy *PC*	6,781
Audrey Carpentier *NPD*	552

Gaspé (PC 6,390)

Yvan Bernier BQ	***13,123***
Delton Sams *Lib*	10,074
x-Charles-Eugène Marin *PC*	5,424
Michel Limoges *PV*	292
Eric Steedman *NPD*	202

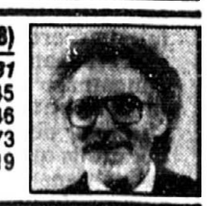
Kamouraska-Rivière-du-Loup (PC 10,035)

Paul Crête BQ	***18,510***
x-André Plourde *PC*	8,052
Maurice Tremblay *Lib*	7,479
Pierre-Paul Malenfant *Ind*	542
Hélène Bois *NPD*	476

Manicouagan (PC 10,771)

Bernard St-Laurent BQ	***14,859***
x-Charles Langlois *PC*	6,024
Rita Lavoie *Lib*	5,694
Eric Hébert *NPD*	451

Matapédia-Matane (PC 4,378)



René Canuel BQ	***18,331***
Maurice Gauthier *Lib*	10,345
x-Jean-Luc Joncas *PC*	2,446
Pierre Gauthier *LN*	573
Robert McKoy *NPD*	219

Rimouski-Témiscouata (PC 13,228)

Suzanne Tremblay BQ	***23,118***
André Reid *Lib*	9,454
Jean Morin *PC*	4,622
François-Michel Denis *Ind*	598
Gilles Roussel *LN*	400
Alex En Hwa Ng *NPD*	335

ÉLECTIONS 93

Les conservateurs du Québec refusent de blâmer leur chef

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse

QUÉBEC

■ Le reveil a été pénible hier pour les conservateurs défaits. Pansant leurs plaies, la plupart doivent maintenant faire face au lourd défi de dénicher un emploi. La défaite a été tellement cuisante, qu'il a fallu insister pour obtenir des commentaires des anciens députés.

Les députés interrogés sont unanimes sur les causes: un programme qui ne collait pas aux préoccupations des électeurs, la fameuse TPS, l'augmentation des taxes, le traitement accordé aux autochtones sont autant de causes admises, mais personne n'ose encore attribuer le désastre à la mauvaise performance de Mme Kim Campbell.

«Je suis convaincue que le résultat eut été le même avec Jean Charest comme chef. Les gens en avaient assez et le Bloc québécois a profité de la conjoncture», analyse la député défaite d'Argenteuil-Papineau, Mme Lise Bourgault.

Mme Bourgault, qui s'est souvent levée pour dénoncer les politiques de son gouvernement, allant même jusqu'à démissionner d'un poste de secrétaire parlementaire, s'en prend à la TPS pour expliquer l'ouragan. «Je me souviens des caucus orageux que nous avons eus à ce sujet. Nous le savions que l'imposition de cette taxe et son administration nous rendraient vulnérables», poursuit-elle.

Elle n'hésite pas non plus à admettre que le traitement de faveur accordé aux autochtones, notamment en ce qui concerne la contrebande, finit par exaspérer les électeurs. Mme Bourgault, qui a obtenu l'assurance, durant la campagne, que le dossier des résidants d'Oka serait traité en priorité, en vient même à blâmer les largesses de la Charte des droits et libertés. «Les intérêts individuels sont maintenant plus importants que les intérêts de la collectivité. Ce pays devient ingouvernable», insiste-t-elle.

Elle se dit déçue de sa défaite, mais pas du tout amère. «Je suis simplement victime d'une vague car j'ai la nette impression d'avoir fait mon possible pour défendre mes électeurs, n'hésitant pas à confronter mon propre gouvernement», explique-t-elle, précisant qu'elle va maintenant s'occuper de sa PME, une agence de voyages. Cette femme de 43 ans est de plus mère d'une petite fille de cinq mois. «Pendant que je vous accorde cette entrevue téléphonique, ma fille est par terre, elle s'amuse près de moi et je suis heureuse».

D'autres doivent cependant se chercher un emploi. La boutade la plus pointue est sûrement venue du ministre de la Justice, Pierre Blais, défait dans Bellechasse: «Avocats du Québec tenez-vous bien car il en arrive un nouveau sur le marché et un bon!»

Le ministre des Finances, M. Gilles Loiselle, qui n'a jamais eu la chance de déposer un budget aux Communes, a pris la route pour Ottawa, hier matin, ne se rendant plus disponible pour commenter la déconfiture de son parti. Agé de 64 ans, M. Loiselle, qui n'est député que depuis 1988, a perdu son dépôt dans le comté de Québec. L'une des plus cuisantes défaites dans la région de la capitale. Il a fait savoir qu'il se réservait quelque temps pour réfléchir à son avenir. Il n'a pas droit à la pension de député, n'ayant siégé aux Communes que durant un seul mandat.

Les candidats malheureux ont aussi la désagréable tâche de remercier leur personnel. «C'est l'une des responsabilités les plus lourdes car nos collaborateurs ont souvent consacré d'énormes efforts», explique M. Jean-Pierre Blackburn, défait dans Jonquière.

M. Blackburn, un autre député conservateur qui a affronté les dirigeants de son parti pour combattre la réforme de l'assurance-chômage, se retrouve lui-même au chômage aujourd'hui. Ancien administrateur d'entreprises, il demeure optimiste. «Je n'ai pas envie de me promener la tête entre les jambes. J'ai été apprécié dans ma région, je vais sûrement trouver quelque chose d'intéressant», croit-il fermement.

Faisant partie de la «cuvée Mulroney 84», Blackburn touchera une pension annuelle de 28 000$. Ce n'est tout de même pas la misère noire, d'autant plus qu'il affirme avoir toujours fait attention à son train de vie et qu'il n'a pas de dettes.

M. Blackburn touche du doigt ce qui semble avoir mécontenté l'électorat québécois et candadien. «La principale cause de notre défaite, c'est qu'il y a 1,5 million de chômeurs. Puis il y a tout le contexte économique difficile. Ce n'est pas Kim Campbell qui nous a fait perdre même s'il faut admettre que la campagne n'a pas bien tourné au plan national», soutient-il.

Son collègue Charles Deblois, ancien journaliste et vice-président des Communes, y va d'une analyse semblable. «J'ai 54 ans, je me cherche un emploi. Pourtant je croyais avoir des chances dans Beauport-Montmorency-Orléans». Lui aussi se dit victime d'une vague irrésistible. Il avait axé sa campagne sur ses qualités personnelles, sans mettre Mme Campbell en évidence dans ses publicités.

Plusieurs candidats malheureux, comme Vincent Della Noce, dans Laval-est, ont sèchement fait savoir qu'ils n'avaient aucun commentaire à formuler au lendemain de la défaite. Au bureau du ministre des Transports, M. Jean Corbeil, d'Anjou, son personnel disait ne même pas savoir où il se trouvait, en fin d'après-midi.

En bref

L'AVENIR D'AUDREY MCLAUGHLIN

■ La leader néo-démocrate Audrey McLaughlin devra maintenant décider de son avenir personnel, à la suite de la déconfiture du NPD lundi, la pire élection qu'ait connue cette formation politique depuis sa création en 1961. C'est ce qu'a affirmé hier la présidente du NPD, Nancy Riche, précisant que les membres seront appelés à voter sur le leadership de Mme McLaughlin, lors du congrès du parti qui sera tenu au cours du mois d'août. Cependant, si elle décide de continuer à diriger le parti, personne ne lui fera concurrence à ce poste, selon Mme Riche. Cette dernière a ajouté que Mme McLaughlin va procéder à de multiples consultations au cours des prochains mois pour déterminer si oui ou non elle conserve toujours l'appui des membres du parti.

PAR UNE VOIX

■ La soirée des élections n'est pas encore terminée pour Anne McLellan. La candidate libérale s'accrochait par une seule voix à la victoire dans sa circonscription d'Edmonton hier, longtemps après que la poussière électorale fut retombée presque partout ailleurs. Mme McLellan n'était pas la seule politicienne d'Edmonton à remporter la victoire par un fil. Le libéral John Loney a gagné dans Edmonton Nord par 83 votes, la libérale Judy Bethel a capturé Edmonton Est par 203 votes et le représentant du Reform Hugh Hanrahan s'est emparé d'Edmonton-Strathcona par une marge de 418 voix.

BERNIER PENCHE VERS LE REFORM

■ Si son appui devait décider du choix de l'opposition officielle à la Chambre des Communes, le député indépendant de Beauce ne penchera pas nécessairement, en sa qualité de Québécois, du côté des bloquistes de Lucien Bouchard. «Fédéraliste convaincu — il ne faut pas l'oublier après tout», Gilles Bernier n'a pas exclu dans une interview avec la Presse Canadienne de s'entendre avec les réformistes de Preston Manning à la condition cependant qu'il puisse en tout temps garder son indépendance, liberté d'action qui fait au demeurant parti du crédo réformiste.

FILMON CRAINT LE BLOC

■ Le premier ministre conservateur du Manitoba, Gary Filmon, a prédit hier que le pays connaîtrait des problèmes si le Bloc québécois formait l'opposition officielle à la Chambre des communes. «Si cela signifie qu'il faudra entreprendre une nouvelle ronde de disputes constitutionnelles, le fusil sur la tempe, ou une sorte de menace de sécession, la situation sera grave», a-t-il dit. Quant à lui, le premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, Bob Rae, dont le gouvernement a été jugé en bonne partie responsable de la déconfiture du NPD fédéral, il a accueilli favorablement l'élection d'un gouvernement libéral accompagnée de la défaite des conservateurs.

L'avenir de Kim Campbell paraît fort incertain

MARIE-CLAUDE LORTIE
VANCOUVER

■ Le père de Kim Campbell est convaincu que sa fille n'abandonnera pas la direction du Parti conservateur, mais l'organisateur de sa campagne dans son comté, David Camp, un ami de longue date, ne pense pas nécessairement la même chose.

«Avec une défaite dans son comté, tout change. L'avenir pour elle change énormément. Si on avait gagné ici, on aurait peut-être pu continuer mais maintenant, si elle veut continuer, ce sera beaucoup plus difficile... La situation est beaucoup plus difficile», a en effet déclaré M. Camp lundi soir, très très tard, après que Mme Campbell eût remercié ses militants et qu'elle leur ait dit de tous se considérer «embrassés».

M. Camp a d'ailleurs fait remarquer aux journalistes que, durant son discours, elle a utilisé le passé pour parler de son expérience à la tête du parti. Mme Campbell a en effet dit: «l'honneur que j'ai eu d'être le leader de votre parti».

Selon M. Camp, Mme Campbell prendra tout le temps nécessaire pour réfléchir et le temps surtout d'appeler tous ceux qui l'ont appuyée, durant la course au leadership, durant la campagne électorale et dans son comté.

«Elle veut consulter ses collègues, ses candidats, les organisateurs du parti. Après un tel effort d'équipe, un tel effort du parti, il serait inapproprié pour elle de ne pas leur parler», a-t-il ajouté.

La leader conservatrice devait rentrer dès hier soir à Ottawa à bord du Challenger gouvernemental pour commencer à préparer la transition. Elle devrait aussi rencontrer sous peu ses collègues du cabinet et du caucus.

PHOTO REUTER

Durant son discours de remerciement, Kim Campbell a utilisé le passé pour parler de son expérience à la tête du parti. Elle a en effet dit: «l'honneur que j'ai eu d'être le leader de votre parti».

À huit heures, hier matin, à Vancouver, il n'y avait déjà plus de service au numéro de téléphone des bureaux électoraux de Kim Campbell. Dans la rue, la Une du Vancouver Province, exposée dans toutes les machines distributrices, demandait à pleine page: Kim Who?

Dans l'avion conservateur, il n'était pas de bon goût du tout de parler de Kim Campbell. Ni de son moral, ni de son avenir comme leader du Parti conservateur, ni de rien du tout en fait. Quelque 12 heures après l'arrivée du verdict, après l'ahurissement, après le choc, les membres de l'entourage de Mme Campbell commençaient en effet à se rendre compte de l'immensité du pétrin dans lequel ils étaient maintenant plongés.

Pas moyen, donc, de leur demander leur avis sur l'avenir de Kim Campbell sans avoir l'impression d'être complètement déplacée. La réponse était toujours la même de toute façon: «On va voir là, on va attendre, on va digérer tout ça. Il est beaucoup trop tôt pour parler de ces choses là».

Selon certains, personne ne sera pressé de toute façon de commencer les magouilles pour un changement de leadership parce que le parti est en très mauvaise posture de toute façon. «Ouais, c'est vrai en fait, qui voudra du cadavre?» ajoutait un autre.

Sauf qu'ailleurs au pays, à l'extérieur du cercle étroit de ses plus fervents supporters, la grogne bout déjà. La lettre du ministre Jean Corbeil envoyée il y a dix jours à Mme Campbell pour lui demander de s'excuser publiquement de propos tenus au sujet de certains collègues, en est l'un des symptômes. «Ma loyauté à notre formation m'incite à n'accepter d'aucune façon que vous "éclaboussiez" certains de ses membres afin de justifier le dérapage d'une campagne dont vous avez choisi les concepteurs et déterminé les orientations. De plus, vous conviendrez avec moi, Madame, que vos propos tels que rapportés sont très loin de la politique d'inclusion dont vous vous étiez pourtant faite une ardente promotrice», écrivait le ministre.

La constitution du parti prévoit que le parti doit se prononcer un an après une défaite sur la nécessité de changer de chef.

Le président du parti, Gerry Saint-Germain, a déclaré hier qu'il veillerait à faire respecter la constitution, sans plus de commentaire.

M. Saint-Germain a aussi déclaré qu'il ferait une déclaration publique d'ici quelques jours pour informer les partisans des gestes que le parti compte poser maintenant pour se relever de cette immense déconfiture.

LES DÉPUTÉS DU QUÉBEC *(suite)*

Québec métropolitain (4 députés)

Charlesbourg (PC 19,822)

Jean-Marc Jacob BQ	***38,327***
Michel Renaud *Lib*	15,084
x-Monique Tardif *PC*	8,032
Michel Audy *LN*	1,743
Gaston Juneau *NPD*	1,446
Nelson Lejeune *Abol*	323

Louis-Hébert (PC 21,860) 240:242

Philippe Paré BQ	***33,683***
Margo Brousseau *Lib*	15,596
x-Suzanne Duplessis *PC*	9,254
Michel Nadeau *LN*	878
Karl Adomeit *NPD*	823
Raymond Guimond *Abol*	167
Jacques Brochu *PRC*	145

Québec (PC 9,712)

Christiane Gagnon BQ	***27,788***
Jean Pelletier *Lib*	13,965
x-Gilles Loiselle *PC*	7,077
Majella Desmeules *NPD*	1,067
Danielle Charland *LN*	883
Richard Domm *PV*	786
Ernst Fernandez *Abol*	158

Québec-Est (PC 15,761)

Jean-Paul Marchand BQ	***34,203***
Camil Samson *Lib*	14,003
x-Marcel Tremblay *PC*	6,505
Pierre-Paul Paquet *LN*	1,059
Stéphanie Mitchell *NPD*	938
Henri Gagnon *Abol*	364
Guy Sanfaçon *Nat*	255

Saguenay-Lac-Saint-Jean (4 députés)

Chicoutimi (PC 22,652)

Gilbert Fillion BQ	***29,392***
x-André Harvey *PC*	11,038
Georges Frenette *Lib*	4,958
Christine Moore *NPD*	541

Jonquière (PC 14,497)

André Caron BQ	***25,061***
x-Jean-Pierre Blackburn *PC*	6,637
Gilles Savard *Lib*	4,519
Normand Dufour *LN*	435
Karl Bélanger *NPD*	410

Lac-Saint-Jean (PC 16,764)

x-Lucien Bouchard BQ	***27,209***
Noel Girard *Lib*	5,263
Denise Falardeau *PC*	3,115
Marie Jalbert *NPD*	444

Roberval (PC 22,498)

Michel Gauthier BQ	***18,869***
Aurélien Gill *Lib*	6,443
Henri-Paul Brassard *PC*	5,793
Alain Giguère *NPD*	485

Grande région de Québec (6 députés)

Beauce (PC 22,571)

x-Gilles Bernier Ind	***20,238***
Jean-Guy Breton *BQ*	18,271
Pierre Gravel *Lib*	7,336
Jeannine Bourque *PC*	4,098
Tom Vouloumanos *NPD*	364

Beauport-Montorency-Orléans (PC 19,000)

Michel Guimond BQ	***31,671***
x-Charles DeBlois *PC*	12,687
Doris Dawson-Bernard *Lib*	7,899
Suzanne Fortin *NPD*	1,174
Gilles Rochette *LN*	1,138
Micheline Loignon *Abol*	294

Bellechasse (PC 16,501)

François Langlois BQ	***17,098***
x-Pierre Blais *PC*	15,952
Eric Lemieux *Lib*	8,332
Robert Leclerc *NPD*	603

Lévis (PC 20,671)

Antoine Dubé BQ	***40,272***
Jean-Marc Gagnon *Lib*	14,294
Serge Léveillé *PC*	9,195
Marie-France Renaud *NPD*	1,186
Carole Carrier *Abol*	708

Lotbinière (PC 11,518)

Jean Landry BQ	***26,763***
Michael Provencher *Lib*	14,659
Jacques Le Sieur *PC*	7,387
André-Pierre Robitaille *NPD*	714

Portneuf (PC 12,838)

Pierre De Savoye BQ	***23,880***
Paulin Plamondon *Lib*	10,269
x-Marc Ferland *PC*	6,645
René Matte *Ind*	2,260
Robert Royer *LN*	869
John MacFarlane *NPD*	626

Les couteaux s'aiguisent dans l'ombre autour de Pietro Rizzuto

Une analyse de
PIERRE GRAVEL

■ Si les conservateurs du Québec ont une autopsie à pratiquer, les libéraux, eux, ont déjà entrepris un sévère examen de santé qui débouchera sur une délicate intervention chirurgicale. Tout en sauvant les apparences d'une solide unité, ils s'employeront à neutraliser l'influence du sénateur Pietro Rizzuto dont plusieurs supportent mal une fâcheuse tendance à l'hypertrophie.

C'est le sentiment qui prévaut dans plusieurs cercles libéraux au lendemain de la victoire de Jean Chrétien dont on se plaît à répéter qu'elle n'est surtout pas celle du pittoresque sénateur. Sous le sceau de la confidence, compte tenu des perspectives qui s'ouvrent avec l'arrivée du parti au pouvoir, on chuchotait hier que M. Rizzuto est finalement le grand perdant du scrutin.

«Déjà il s'était fait beaucoup d'ennemis dans le parti avec sa gaffe de la semaine dernière lorsqu'il a promis des faveurs aux candidats défaits», affirme un vieux routier de l'organisation. «Mais il continuait d'espérer avoir une forte autorité morale sur le caucus québécois en faisant élire plusieurs de ses poulains. Or ils ont presque tous été battus. Parmi les députés élus lundi, il n'y en a pas beaucoup qui ont des *I.O.U* avec lui.»

De fait sur la vingtaine de vainqueurs libéraux au Québec, deux ou trois au maximum étaient ses protégés. Comme Raymond Lavigne (Verdun) et Nick Discepola (Vaudreuil). Pour le reste, presque tous les candidats recrutés par ses soins — y compris les vedettes comme les Villiard ou Valaskakis — ont connu la défaite.

Pietro Rizzuto

Ça a été le cas des Coderre, Tisseyre, Fournier, Desbiens.

Sans parler d'ex-députés qui tentaient un retour et auxquels M. Rizzuto n'a pas facilité la vie en leur interdisant des circonscriptions sûres qu'il avait réservées pour ses propres recrues. Céline Hervieux Payette, défaite dans Ahuntsic, en sait quelque chose, elle qui voulait se présenter dans Laval-Ouest ou le libéral Michel Dupuy a gagné. Sans oublier non plus ceux qui ont renoncé à le faire pour cette raison. Comme l'ex-ministre Francis Fox qui s'est vu refuser Verdun — où on sait maintenant qu'il aurait pu être élu — à qui on a plutôt proposé d'aller à l'abattoir contre Gilles Duceppe dans Laurier-Sainte-Marie.

«Curieusement, fait-on remarquer, le seul libéral élu en province, en dehors de Saint-Maurice et de l'Outaouais, est Patrick Gagnon (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine) qui était le choix de l'entourage de Jean Chrétien». Ce n'est pour rien non plus, souligne-t-on, qu'André Ouellet, le coprésident de la campagne nationale, n'est pas intervenu au Québec que M. Rizzuto considérait comme son fief personnel.

En fait, plus encore que l'échec relatif du parti au Québec, largement attribuable à la poussée du Bloc, ce qu'on reproche surtout au sénateur Rizzuto «c'est de n'avoir pas placé les bonnes personnes aux bons endroits. Comme Jean-Claude Villiard ou Kimon Valaskakis qui étaient ministrables qui auraient gagné dans Outremont ou Verdun qu'il a gardés pour des candidats qu'il était plus certain de pouvoir contrôler».

Pas étonnant dans ce contexte que les couteaux s'aiguisent dans l'ombre au sein du Parti libéral. On ne doit évidemment pas s'attendre à des règlements de compte spectaculaires au sein d'une équipe qui arrive au pouvoir et qui doit absolument sauver une image de parfaite unité. L'opération visant à «tasser» le sénateur se fera donc en douceur avec toutes les apparences de gestes pleins d'égards de la part d'un parti reconnaissant. Comme, par exemple, une nomination à la présidence du Sénat, un poste honorifique par excellence mais sans influence réelle. Le vrai pouvoir à la Chambre haute est entre les mains du leader du gouvernement qui siège également au Conseil des ministres. «Ça, ce sera le job de Joyce Fairbain, la co-présidente de la campagne au Canada» se dit-on prêt à parier. «Sûrement pas en tout cas celui de Pietro Rizzuto».

TÊTES D'AFFICHE

Denis Lavoie

Concert-bénéfice avec les chanteurs d'Orphée, dans le cadre du 10e anniversaire de l'Auberge Madeleine, une maison d'hébergement pour femmes en difficulté et sans abri. Depuis sa fondation, cette maison a hébergé 2700 femmes dans le besoin, à raison d'une vingtaine à la fois. Outre le gîte et le couvert, l'auberge offre des services d'assistance pour résoudre les multiples problèmes auxquels peuvent être confrontées les femmes qui viennent chercher refuge à cet endroit. Le concert de l'ensemble vocal de 24 chanteurs aura lieu le dimanche 7 novembre, à 20 h, à l'église Erskine and American United Church, 3407, avenue du Musée (angle Sherbrooke). Coût: 25 $. Renseignements: 597-1499 ou 597-1708.

o

C'est sous la présidence d'honneur du ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, ***André Bourbeau***, que se tiendra, le 30 octobre à l'hôtel Ritz-Carlton Kempinski de Montréal, le bal de la Fondation de l'hôpital Charles LeMoyne. Renseignements: 843-7777.

o

Richard Strauss

Inauguration, au début du mois, du laboratoire de neurobiologie de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, dirigé par le docteur ***Castellucci***. C'est pour rendre hommage à l'appui fourni par la Richard et Edith Strauss Canada Foundation, qui soutient l'Institut de recherches et encourage les travaux sur la mémoire du laboratoire de neurobiologie du docteur ***Castellucci*** depuis des années, que ce laboratoire portera le nom de «laboratoire Richard et Edith Strauss». ***Richard Strauss*** est membre du conseil d'administration de l'Institut depuis 1990. Les recherches du laboratoire portent sur les mécanismes de transition entre la mémoire à court terme et la mémoire à long terme.

o

Mise à jour des derniers développements dans le traitement du cancer avec accent sur l'emploi de traitements de nature biologiques tels les interférons, l'interleukin-2 et les facteurs de croissance médullaire. Ce symposium en oncologie sera présenté le 29 octobre, à l'auditorium Rousselot de l'hôpital Notre-Dame. Les 5 et 6 novembre, au même endroit, un symposium en sciences neurologiques traitera de l'hypnose, de l'épilepsie, de la maladie vasculaire cérébrale et des démences.

o

Violaine Gagnon, ex-participante de Jeunesse Canada monde (Prairies/Sri Lanka 1987-1988) et de la Course destination monde, sera la conférencière du souper-conférence des anciennes et anciens participants de Jeunesse Canada monde. Ces retrouvailles auront lieu le vendredi 5 novembre, à compter de 17 h 30, à la Maison Egg roll, 3966, rue Notre-Dame Ouest. Coût: 10 $. Rens.: 353-1272.

o

Laura Di Fiore

Pierre Ducros, président et chef de la direction du Groupe DMR et président d'honneur du Prix d'Excellence HEC 1993 était heureux de saluer la contribution d'une nouvelle génération de leaders, à travers les récipiendaires de ces prix, remis la semaine dernière. ***Alain Pinsonneault***, professeur agrégé à l'École des hautes études commerciales, en plus de remporter le prix de la catégorie organisme public ou parapublic, a remporté le prestigieux prix du jury. Les autres récipiendaires sont: ***Laura Di Fiore***, organisme sans but lucratif, directrice régionale des services aux membres du CAA-Québec; dans la catégorie entrepreneur, ***Patrick Bibeau***, associé chez Desjardins Bibeau inc.; ***Luc Dubois***, président d'Edphy internationale, dans la catégorie des PME, et, dans la catégorie grande entreprise, ***Pascal Duquette***, agent principal, placement, de la division des investissements du CN.

o

Congrès de la Fédération des secrétaires professionnelles du Québec inc., devant se tenir à l'hôtel Radisson de Montréal, les 29, 30 et 31 octobre. ***Louise Harel***, députée d'Hochelaga-Maisonneuve prononcera l'allocution de clôture de ce congrès qui vise à améliorer les connaissances des secrétaires et à favoriser le développement de cette profession. Renseignements: 322-2182. ou 967-1487.

o

Le bal annuel de l'hôpital St. Mary aura lieu le vendredi 12 novembre, au Centre Sheraton de Montréal. Les invités d'honneur seront: ***Christopher Plummer*** et ***Elaine Plumer***. Parrainée par l'Association des auxiliaires du Centre hospitalier de St. Mary, cette soirée sera rehaussée de la traditionnelle valse père-fille. Coût: 130 $ (65 $ pour les étudiants). Renseignements: 345-3031.

o

Nathalie Petrowski

La «columniste» de ***La Presse***, ***Nathalie Petrowski***, sera la conférencière invitée du prochain mercredi F.R.A.P.P.E. (Femmes regroupées pour l'accessibilité aux pouvoirs politique et économique), demain, le jeudi 28 octobre, à 18 h, au restaurant Le Soubise, 4024, rue Sainte-Catherine Ouest. Au lendemain des élections, l'auditoire de femmes intéressées par le pouvoir politique et économique a demandé à la journaliste de traiter des «limites de l'opinion publique». Renseignements: 389-1233.

o

Gaétan Duplain, de l'Institut national d'optique est le premier Québécois à recevoir un prix d'excellence de l'Optical Society of America. Ce prix lui a été décerné pour la commercialisation d'un nouveau produit de haute technologie: *High-quality graded-reflective coatings for use with high-power lasers*. Le professeur ***R.A. Lessard***, directeur du Centre d'optique et photonique de l'université Laval a par ailleurs reçu le titre de «fellow».

o

L'Unicef profite de la célébration de l'Halloween dans nos pays riches, pour inviter les enfants à amasser des sous pour les enfants moins bien nantis. À la traditionnelle récolte de friandises s'ajoute donc la tirelire de l'Unicef, que l'organisme international d'aide à l'enfance fait circuler. Quelques sous, bien peu sur nos avoirs, multipliés par autant de donateurs, font des milliers de dollars qui nourrissent et éduquent les enfants du tiers monde.

o

Cinquième colloque université-entreprise en communication organisationnelle, portant sur le thème de la qualité de la communication d'une entreprise. On devrait insister sur les rôles du communicateur dans les communications internes de l'entreprise. Le professeur ***Stuart J. Sigman***, de l'university of Albany de New York, ouvrira le colloque le mercredi 3 novembre, à 19 h 30. Il traitera de: ***The role of conversation in building and organization***. Le lendemain matin, table ronde sur les pratiques de communication interne. Le tout aura lieu au pavillon Marie-Victorin de l'Université de Montréal (département de communication), 90, Vincent-d'Indy. Coût: 30 $. Renseignements: 343-2066.

o

Paul Massicotte

Directeur de l'Association canadienne des dentistes en santé communautaire, le docteur ***Paul Massicotte***, dentiste-conseil du Centre hospitalier de Verdun vient d'accéder au poste d'administrateur de l'Association des chirurgiens dentistes du Québec.

o

Les jeunes naturalistes du Cercle du Grand Duc organisent une grande vente débarras pour les 6 et 7 novembre. Vous pouvez louer une table pour 25 $. La vente aura lieu au Centre des loisirs de Montréal-Nord, 11121, rue Salk, angle Charleroi. Renseignements (après 16 h 30): 326-6355.

o

«Outils de paix», organisme qui apporte une aide matérielle au Nicaragua, présentera au nouveau gouvernement canadien des bateaux de papier sur lesquels on invitait les Canadiens à inscrire un message personnel «pour une aide internationale axée sur le développement social». Cet organisme met l'accent sur le matériel scolaire et de garderie. Renseignements: Outils de paix, 3680, rue Jeanne-Mance, bureau 420, Montréal, H2X 2K5. Tél. 982-6611.

o

André Lemieux

C'est à l'occasion d'une visite à l'Université des aînés de Wallonie et de Bruxelles (associée à l'Université Catholique de Louvain), que le docteur ***André Lemieux***, psychologue-gérontologue et président-directeur général de l'Institut universitaire du troisième âge de Montréal, se voyait remettre une médaille d'honneur. Vice-président de l'Association internationale des universités du troisième âge, le docteur ***Lemieux*** a consacré 15 ans de sa vie à promouvoir l'éducation chez les personnes du troisième âge.

o

Salon annuel informatique-santé, à l'occasion duquel sera présenté un colloque sur la «solution-informatique», les 2 et 3 novembre, à l'hôtel Reine Elizabeth. Il s'agit d'une activité de l'Association des hôpitaux du Québec. Ce salon est une occasion pour les décideurs du réseau de la santé de rencontrer les fournisseurs des hôpitaux. Renseignements: 282-4223.

55 ans ensemble

Ninon Charbonneau, qui célèbre ses 82 ans ce mois-ci, vient également de célébrer ses 55 ans de mariage avec P.-Adrien Gagnon. Leur famille de huit enfants a vécu à Notre-Dame-de-Grâce où le père fut marguiller, commissaire d'école, etc. Les vacances estivales amenaient la famille à Oka. Adrien Gagnon fut d'ailleurs président-fondateur du club de golf d'Oka. Leurs enfants: Michel, Robert, Chantal, Colette, Michel, Jean-Luc, Claire-Marie, Rémi et leurs 22 petits-enfants veulent s'associer à leur belle fête.

Centraide

Jean-Pierre Sauriol, président de la firme d'ingénierie Dessau de Laval, a confirmé que le don de l'entreprise à Centraide sera égal au pourcentage de participation des employés à la campagne. Or, ce taux de participation a été particulièrement élevé au cours des cinq dernières années, se situant dans les 80 p. cent. ***Claude Meunier***, directeur de la campagne Centraide chez Dessau compte sur une équipe d'une trentaine de collègues pour rencontrer et solliciter personnellement tous les employés. Il prévoit organiser une soirée casino pour mieux réussir cette campagne de sollicitation qui sera appuyée d'événements de sensibilisation à la cause de Centraide.

o

Marie-Lise Beaudoin, directrice de la campagne Centraide à Hydro-Québec soutient que le personnel de la société d'électricité est fort généreux. Le fait est que toutes les succursales d'Hydro-Québec rassemblées, le taux de participation des employés s'élève à 74,6 p. cent. Pour assurer ce succès, on compte sur le concours de 1200 bénévoles, soit un par groupe de 20 employés, appelés à mener la campagne de sollicitation auprès de leurs collègues. Pour chaque dollar que donnent ses employés, Hydro-Québec donne autant à Centraide. On encourage les dons à la source, car les frais d'administration encourus par Centraide sont moindres. L'objectif de la campagne à Hydro-Québec cette année est de 1 425 000 $.

o

C'est pas de la tarte que la campagne Centraide chez Placements T.A.L. ***Bill Brookes***, arbitragiste en chef dans cette entreprise est prêt à tout pour aider la cause de Centraide. En effet, il a lancé un défi à ses collègues, soit de débourser 125 $ pour Centraide, ce qui leur donnera le privilège de lui lancer une tarte au visage. Hum! le défi a bel et bien été relevé, le tout coïncidant heureusement avec une vente de pâtisserie organisée par ***Francine Caron***, directrice de la campagne Centraide, qui est ainsi allée chercher quelques centaines de dollars pour Centraide.

À l'UQAM, on n'a pas manqué d'astuces, allant jusqu'à vendre des collations, pour atteindre le but fixé de récolter 100 000 $ auprès du personnel de l'Université du Québec à Montréal. ***Gaétan L'Heureux*** et son équipe de 150 bénévoles ont patrouillé l'université à la recherche de donateurs, durant la campagne «un petit coup de pouce, un grand coup de coeur» qui s'est déroulée sur dix jours. Le service de la restauration et le magasin Le Bureauphile—Quai des arts ont aussi contribué au succès de cette campagne en offrant une partie des recettes provenant de la vente des produits de leurs machines distributrices. Heureuse initiative, généreuse contribution.

o

Montée en montgolfière, lave-auto, jeux, défi «Ruffies», sont au nombre des activités qui vous attendent le samedi 30 octobre au Centre sportif du Groupe Jean Coutu, de 10 h à 16 h. C'est au 551, rue Bériault, dans le parc industriel de Longueuil. Les activités offertes sont au profit de Centraide du Grand Montréal.

Brunch pour les handicapés visuels

André Adam, président des Amis des bénéficiaires de l'Institut Nazareth et Louis-Braille inc. une association de gens d'affaires qui ont à coeur de voir les personnes handicapées visuelles mieux équipées, et Jean-Claude Gagnon, président des Parfumeries Dans un jardin ***et président d'honneur, nous convient à un brunch-bénéfice «Avec les yeux du coeur», ainsi affiché. C'est pour le dimanche 14 novembre, à 11 h, au Centre communautaire de LaPrairie, 500, rue Saint-Laurent, à LaPrairie. Grégory Charles agira comme maître de cérémonie. Coût: 50 $. Renseignements: 463-1710, poste 348.***

Les boursiers du maire Paquet

La Fondation du maire de Saint-Laurent attribuait récemment des bourses de 1000 $ à une quinzaine de jeunes Laurentiens. Ces bourses sont constituées des fruits d'un tournoi de golf annuel et visent à aider des jeunes à poursuivre leurs études. Le maire Bernard Paquet pose avec les récipiendaire de 1993.

ÉLECTIONS 93

Un sondage donnant Chrétien perdant a fouetté ses troupes

Les deux dernières semaines ont été déterminantes dans Saint-Maurice

JULES BÉLIVEAU

■ Pour le vice-président et directeur de la recherche de CROP, Claude Gauthier, il ne fait aucun doute que Jean Chrétien aurait essuyé la défaite dans son propre comté si les élections avaient eu lieu il y a deux semaines. Un sondage réalisé pour le compte du journal *Le Nouvelliste* et Cogeco Télévision entre le 8 et le 12 octobre donnait d'ailleurs gagnant par de fortes marges le Bloc québécois dans les quatre circonscriptions électorales de la Mauricie, dont celle de Saint-Maurice.

Doit-on conclure, en ce qui concerne précisément le comté de Saint-Maurice, où M. Chrétien a été élu avec une majorité de plus de 6000 votes sur son adversaire Claude Rompré du Bloc québécois, que le sondage CROP était erroné?

On se souvient que le sondage CROP publié le 18 octobre créait une certaine surprise en plaçant le candidat bloquiste de Saint-Maurice loin devant celui que l'on voyait déjà comme le prochain premier ministre du Canada. Il donnait 57 p. cent des voix à M. Rompré contre seulement 31 p. cent à M. Chrétien. Et la manchette de *La Presse* de ce jour se lisait comme suit: «Chrétien serait battu dans Saint-Maurice».

M. Gauthier rappelle que les résultats d'un sondage ne sont pas des prédictions. «Un sondage, souligne-t-il, est une photographie d'une situation donnée prise à un moment précis. Au cours d'une campagne électorale, elle est un instantané tiré scientifiquement montrant où en sont à un certain moment les partis politiques ou les candidats engagés dans la course.»

Le représentant de la maison CROP reconnaît que des sondages peuvent être moins bien faits que d'autres mais affirme que dans le cas de celui réalisé il y a deux semaines dans le comté de Saint-Maurice, toutes les règles de l'art ont été respectées. Il souligne que l'échantillonnage de 259 répondants dans le sondage réalisé dans le comté de Saint-Maurice était suffisant dans un exercice de ce genre si on prenait bien soin de mentionner le taux de la marge d'erreur — en l'occurrence de 6 p. cent. Et il note entre autres choses que les résultats du même sondage obtenus dans les trois autres comtés de la Mauricie sont «tout à fait conformes» aux résultats du vote de lundi soir.

L'écart considérable séparant les résultats du scrutin dans Saint-Maurice et ceux du sondage CROP, selon M. Gauthier, peut s'expliquer par les efforts quasi désespérés qu'ont déployés les militants libéraux dans le comté de M. Chrétien au cours des deux dernières semaines de la campagne: «Ils savaient qu'ils ne pouvaient pas se permette de perdre, ils savaient qu'ils avaient encore beaucoup de travail à faire. Ils ont donc fait des pieds et des mains, ils ont mis la grosse machine en marche et M. Chrétien a passé beaucoup plus de temps que prévu dans son comté.»

A l'opposé, chez les militants bloquistes de Saint-Maurice, les résultats du sondage ont pu avoir un effet contraire: se sentant rassurés, ils peuvent ne pas avoir résisté à la tentation de se reposer quelque peu sur leurs lauriers.

Un sondage, qui constitue souvent un événement en soi au cours d'une campagne électorale, peut produire aussi un impact dans la population elle-même. Dans le cas de Saint-Maurice, un comté particulièrement éprouvé sur le plan économique, où les électeurs se rendaient compte de plus en plus qu'ils auraient à choisir entre un député-premier ministre et un simple député de l'opposition, le choix devenait net pour les uns et sans doute déchirant pour les autres. Mais plusieurs de ceux-ci ont probablement dû ne pas hésiter très longtemps avant d'opter pour M. Chrétien.

M. Gauthier résume ainsi l'ensemble de ses hypothèses: «Il s'est passé des choses dans Saint-Maurice au cours des deux dernières semaines de la campagne!»

Claude Gauthier, vice-président de CROP

Des millions pour les députés défaits

Presse Canadienne

OTTAWA

■ Les Canadiens devront débourser des dizaines de millions de dollars pour payer les retraites des députés défaits aux élections de lundi, mais Kim Campbell ne sera pas du nombre étant donné qu'elle n'a pas siégé assez longtemps aux Communes pour avoir droit à une pension.

Mme Campbell aura cependant droit à une indemnité de six mois de salaire et pourra consulter des experts pour réorienter sa carrière, a déclaré un porte-parole de la Coalition nationale des citoyens, un groupe de pression qui critique fréquemment les privilèges et les pensions dont jouissent les politiciens.

Jeff Ball a affirmé que 73 des députés battus comptent un minimum de six années de service aux Communes pour avoir droit à des prestations de retraite, et s'ils demeurent en vie jusqu'à l'âge de 75 ans, ils encaisseront un total de 109,5 millions.

Les députés paient des cotisations au fonds de retraite mais leur montant n'est pas assez élevé pour couvrir les prestations qu'ils reçoivent, a précisé M. Ball au cours d'une interview mardi. «Dans presque chacun de ces cas il y a une somme très importante qui sera payée par le contribuable.»

Le président de la coalition, David Somerville, a estimé que le régime de retraite des députés est révoltant et que sa réforme devrait constituer une des priorités du nouveau gouvernement.

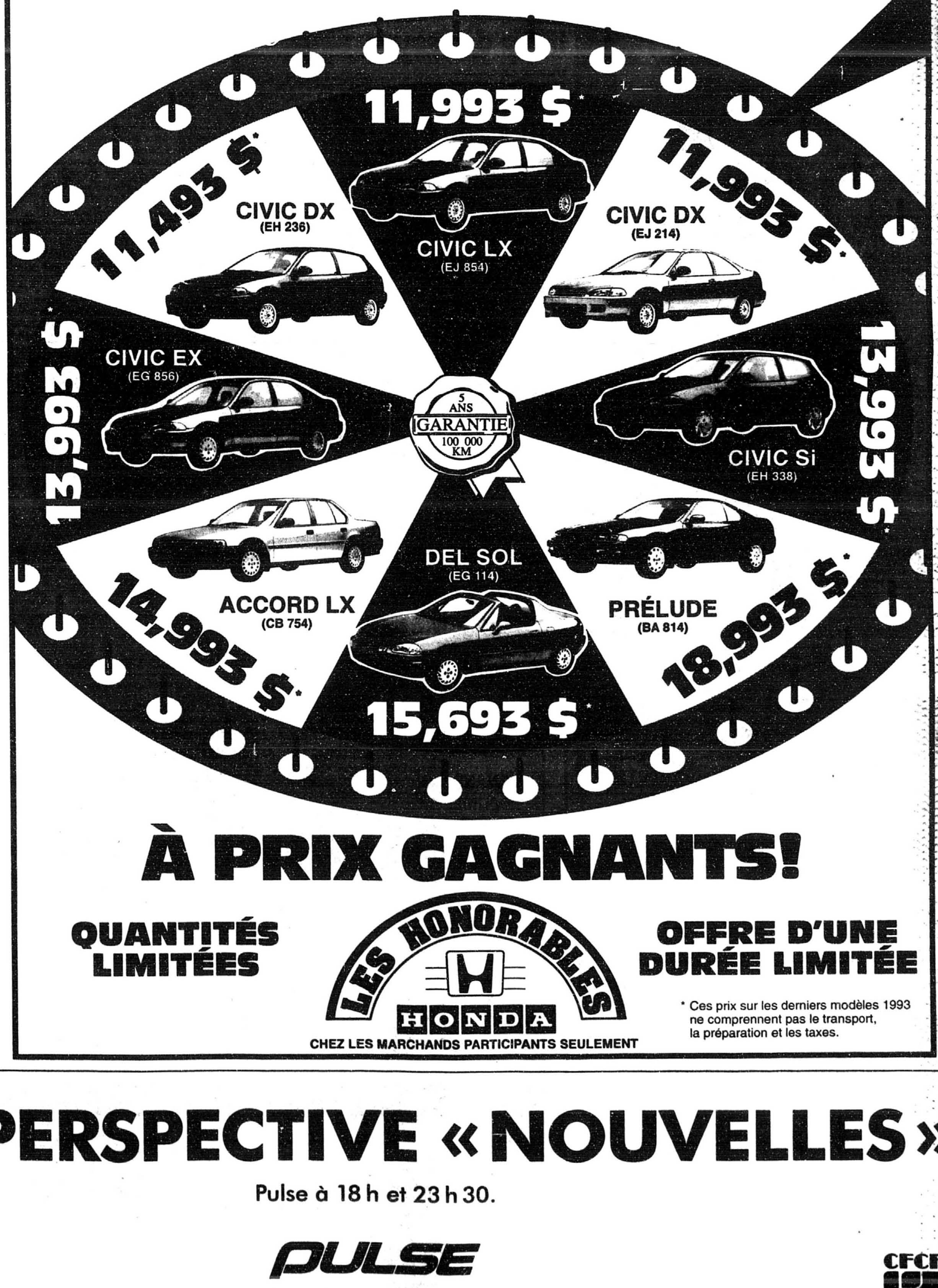
«Pour bien de ces députés, le fait de perdre les élections s'avérera payant, un peu comme s'ils avaient gagné à la loterie. Car, du moment qu'ils ont servi pendant une période de six ans aux Communes, ils ont le droit de recevoir leur part de manne.»

La Coalition nationale des citoyens trouve peut-être cela abusif, mais pour Tom Blenkarn, ancien président du comité des Finances des Communes, ce groupe de pression n'est qu'«un ramassis d'imbéciles» qui recueillent des fonds en attisant le ressentiment du public contre les politiciens élus.

«J'ai payé 7000 $ (en cotisations au fonds de retraite) par année, j'ai payé mes cotisations», a lancé M. Blenkarn. «J'appelle ça un étalement de revenus. Mon salaire aurait dû être plus élevée, c'est la raison pour laquelle j'ai droit à mon étalement de revenus. J'encaisserai environ 45 000 $ par année.»

«Si l'on veut que les politiciens soient payés différemment de façon à ce qu'ils puissent se bâtir leur propre Régime enregistré d'épargne-retraite, je suis d'accord. Mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne.»

LA ROUE DE FORTUNE HONDA 93



À PRIX GAGNANTS!

QUANTITÉS LIMITÉES

LES HONORABLES HONDA

CHEZ LES MARCHANDS PARTICIPANTS SEULEMENT

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE

* Ces prix sur les derniers modèles 1993 ne comprennent pas le transport, la préparation et les taxes.

UNE PERSPECTIVE «NOUVELLES»

Pulse à 18 h et 23 h 30.

PULSE

parce qu'on n'est jamais trop informé.

CFCF

ÉLECTIONS 93

PHOTO PC

Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a fait part de sa réaction aux élections fédérales hier, en conférence de presse.

Bourassa prédit que le Bloc sera aussi éphémère que le Crédit social

Chrétien devra «ouvrir le frigidaire» constitutionnel, soutient Daniel Johnson

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse

QUÉBEC

■ «Ce n'était pas une élection comme les autres» mais les résultats des élections fédérales montrent que l'option souverainiste n'a guère progressé au Québec depuis 1980, a soutenu hier le premier ministre Bourassa. Selon lui, le Bloc québécois à Ottawa sera aussi éphémère que le Crédit social qui, en 1962, avait envoyé 26 Québécois aux Communes.

Le premier ministre estime que le quasi balayage du Bloc québécois est avant tout «un vote de protestation» exprimant le ras-le-bol de la population devant la situation économique, le niveau des taxes et aussi, admet-il, la question constitutionnelle.

Embarrassé par les résultats, lui qui à quelques reprises durant la campagne avait appelé les Québécois à ne pas appuyer le Bloc québécois, M. Bourassa s'est consolé en relevant «qu'au moins le gouvernement (Chrétien) est majoritaire». Il conservera donc toute latitude pour intervenir en faveur de toutes les régions et du Québec, estime M. Bourassa, qui croit que Jean Chrétien accordera une place importante aux Québécois dans son cabinet.

Le chef libéral a d'ailleurs été élu dans Saint-Maurice, même si, dans une rare intervention conjointe avec M. Bouchard, le chef péquiste Jacques Parizeau «s'était attaqué à M. Chrétien d'une façon primaire», a dit M. Bourassa.

Sans relancer les négociations constitutionnelles multilatérales, un gouvernement Chrétien semble bien disposé à discuter d'ententes susceptibles de satisfaire le Québec, en matière de main-d'oeuvre notamment, a relevé M. Bourassa. «C'est avec ce gouvernement que nous négocieront, pas avec M. Bouchard ou M. Manning», a soutenu M. Bourassa, critiquant à nouveau la thèse de Lucien Bouchard pour qui «le pouvoir se retrouve avec l'opposition». «Comment penser qu'on pourra obtenir davantage du Canada avec comme objectif de le détruire», a ajouté le premier ministre lors d'une brève conférence de presse.

Selon lui, environ 20 p, cent des électeurs du Bloc ne sont pas souverainistes, ce qui laisse environ 40 p. cent d'appuis à l'option du Parti québécois, bien moins que le score du NON au référendum de 1992, qui était de 56 p. cent. Les résultats de lundi montrent que l'option souverainiste est restée à peu près au même niveau qu'au référendum de 1980, «pour tempérer le triomphaliste légendaire de M. Parizeau» de renchérir M Bourassa.

Le premier ministre compare le Bloc au Crédit social de Réal Caouette qui avait fait élire 26 députés en 1962, avant de disparaître dans l'oubli. Ironiquement lors du lancement du Bloc québécois, M. Bourassa comparait plutôt la nouvelle formation au Bloc populaire, qui n'avait fait élire que deux députés dans les années 40.

Il soutient que les résultats de lundi ne lui causent pas d'inquiétude quant au résultat des prochaines élections provinciales. «Ce que les Québécois réclament c'est une meilleure situation économique et il sera facile pour PLQ de démontrer aux prochaines élections que nous pouvons mieux réussir sur ce plan».

«Un vote pour le changement»

«C'est un vote d'insatisfaction, mais c'est d'abord un vote pour le changement, contre le statu quo», dira de son côté Daniel Johnson, successeur probable de M. Bourassa. Balottés par la récession et le chômage, les Canadiens ont écarté un gouvernement qui ne paraissait pas capable de régler leurs problèmes.

Sur la scène provinciale, «on n'en est pas là aujourd'hui, on a encore de nombreux mois pour mettre sur pied des réponses aux attentes légitimes des gens», a-t-il dit soulignant fréquemment que ce n'était pas le Parti libéral du Québec qui avait été évalué hier par les électeurs québécois.

Celui qui se décrit comme «un Canadien d'abord et avant tout» ne croit pas qu'à la lumière des résultats d'hier il devra se rapprocher d'un centre «nationaliste» pour remporter les prochaines élections provinciales. «Je suis un Québécois fédéraliste. Depuis quinze ans je défends les intérêts du Québec au sein du PLQ, un parti pour lequel l'appartenance canadienne dans un régime fédéral demeure un premier choix», a-t-il soutenu.

Les Québécois ne souhaitent pas que leurs gouvernements s'enferrent à nouveau dans les méandres des discussions constitutionnelles, mais ils veulent «un fédéralisme qui est plus clair» où on éliminera les chevauchements et les dédoublement entre les deux paliers de gouvernements, de soutenir M. Johnson. Jean Chrétien a beau dire que la question constitutionnelle est au «frigidaire», «il faudra ouvrir la porte du frigidaire ultimement», de soutenir M. Johnson.

Il y a des souverainistes rouges et bleus, soutient Parizeau

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse

QUÉBEC

■ S'il est vrai qu'une partie des 50 cent des voix accordés au Bloc québécois est l'expression d'un mécontentement plutôt qu'un appui à la souveraineté, il y a aussi des souverainistes québécois qui ont voté pour les partis de Jean Chrétien et Kim Campbell, a soutenu hier le chef péquiste, Jacques Parizeau.

Réagissant au résultat du scrutin fédéral de lundi, le chef péquiste a soutenu «qu'il y a un pourcentage, peut-être pas très élevé, de libéraux et de conservateurs qui sont souverainistes». Il n'a pas voulu accréditer l'interprétation d'un Robert Bourassa qui, hier, relevait qu'une fois soustrait le vote de protestation qui est allé au Bloc québécois, l'appui réel à l'option souverainiste était plus près de 40 p. cent, grosso modo le score obtenu par le PQ au référendum de 1980 et aux élections de 1985 et 1989.

Jacques Parizeau

«Il y a à peu près 50 p. cent des électeurs — 49,4 p. cent — qui ont appuyé le Bloc; il y a à peu près 50 p. cent des électeurs qui appuient le Parti québécois, et l'appui à la souveraineté, selon les sondage est entre 53 et 56 p. cent. Celà coïncide, ça se recoupe pas mal», a soutenu M. Parizeau.

Avant les élections de lundi, les stratèges du Bloc évaluaient qu'environ 14 p. cent du vote en faveur du parti de Lucien Bouchard était un vote de protestation, imperméable aux questions constitutionnelles. Reporté sur le score réalisé par le Bloc au Québéc ce vote de protestations permettrait d'évaluer à environ 43 p. cent l'appui populaire à l'option souverainiste, une évaluation que n'approuve pas M. Parizeau cependant.

«Ce qui est clair c'est qu'au Québec on a élu 54 députés qui disent qu'ils sont souverainistes. Que les deux tiers des élus fédéraux soient souverainistes, pour la cause en laquelle je crois celà ne se présente pas trop mal» a dit M. Parizeau.

Pour illustrer son propos sur la présence de souverainistes dans les autres formations, il a rappelé que la candidate conservatrice dans Beauce, Mme Jeannine Bourque, qui a terminé troisième, était une ancienne membre de l'exécutif national du PQ. «Elle est toujours souverainiste mais Mme Campbell l'a tellement sollicitée», de souligner M. Parizeau. Dans son entourage on soutien aussi que le 14 p. cent de «mécontents» se retrouvait dans des sondages où le Bloc recueillait au-delà de 55 p. cent du vote. Les 49 p. cent de vote exprimés sont davantage souverainistes, expliquait-on hier.

Conséquences au Québec

«Celà veut dire que la deuxième période est commencée», de lancer M. Parizeau, une référence à sa comparaison entre la progession vers la souveraineté et une partie hockey. Pour M. Parizeau la victoire du Bloc à Ottawa constituait une première période, la seconde se terminera avec l'élection du Parti québécois aux prochaines élections soutient M. Parizeau. La troisième et dernière période se terminera sur le référendum sur la souveraineté «de huit à dix mois» après l'élection, a-t-il répété hier. «On va jouer les périodes une après l'autre, celà ne se présente pas trop mal», a-t-il dit.

«L'analogie avec le hockey est très commode, trois périodes et pas de prolongation», a dit M. Parizeau, ajoutant plus tard qu'il ne considérait pas le Bloc québécois comme «l'équipe B» du Parti québécois.

Il a soutenu avoir fait une campagne constante, bien que pas très visibles dans les petites localités et les villages du Québec en faveur du parti de Lucien Bouchard.

Finalement l'entourage de M. Parizeau a tenu à faire une mise au point quant aux propos que *La Presse* avait prêtés à M. Parizeau dans son édition d'hier. Le chef péquiste n'a jamais qualifié de «Québécois de service» les électeurs qui refusaient d'appuyer le Bloc québécois. Il avait plutôt qualifié Jean Chrétien de «francophone de service» durant la campagne fédérale.

Les gagnants recevront une copie dédicacée du livre d'une valeur de 24,95 $ plus 2 laissez-passer pour le SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

Voici les chanceux d'aujourd'hui

M. Luong Ba de Saint-Laurent,	no 210123L16
M. Tellier de Verdun,	no 210127T01
Mme Champagne de Mont-Royal,	no 210161C03
M. Latreille de Verdun,	no 210167L00
M. Ouellette de Sainte-Rose,	no 210526O01
Mme Quintal de Saint-Timothée,	no 210665Q01
Mme Couture de Montréal,	no 212280C02
Mme Bermingham de Montréal,	no 218670B08
Mme Éthier de Saint-Léonard,	no 221378E00
Mme Laverdure de Boucherville,	no 222065L00
M. Martellino de Saint-Lambert,	no 224406M00
Mme Vachon de Rigaud,	no 237011V01
M. Lefebvre de Blainville,	no 243016L02
M. Rochon de Candiac,	no 260251R00
Mme Gravel de Candiac,	no 260261G00

Jusqu'au 31 octobre, nous publierons quotidiennement les noms de 15 abonnés de *La Presse*.
Ces chanceux recevront le livre de Francine Ouellette ainsi que deux billets pour le Salon du livre de Montréal.

La valeur totale des prix offerts est de 8,868 $.
Les règlements sont disponibles à *La Presse*.

Pour «participer» il suffit de s'abonner à

La Presse

285-6911

ACGL célèbre son 10e anniversaire en créant

LE CLUB INFORMATIQUE ACGL

Avec ses 10 000 pieds carrés, il offre une gamme complète d'ordinateurs, logiciels et matériel informatique.

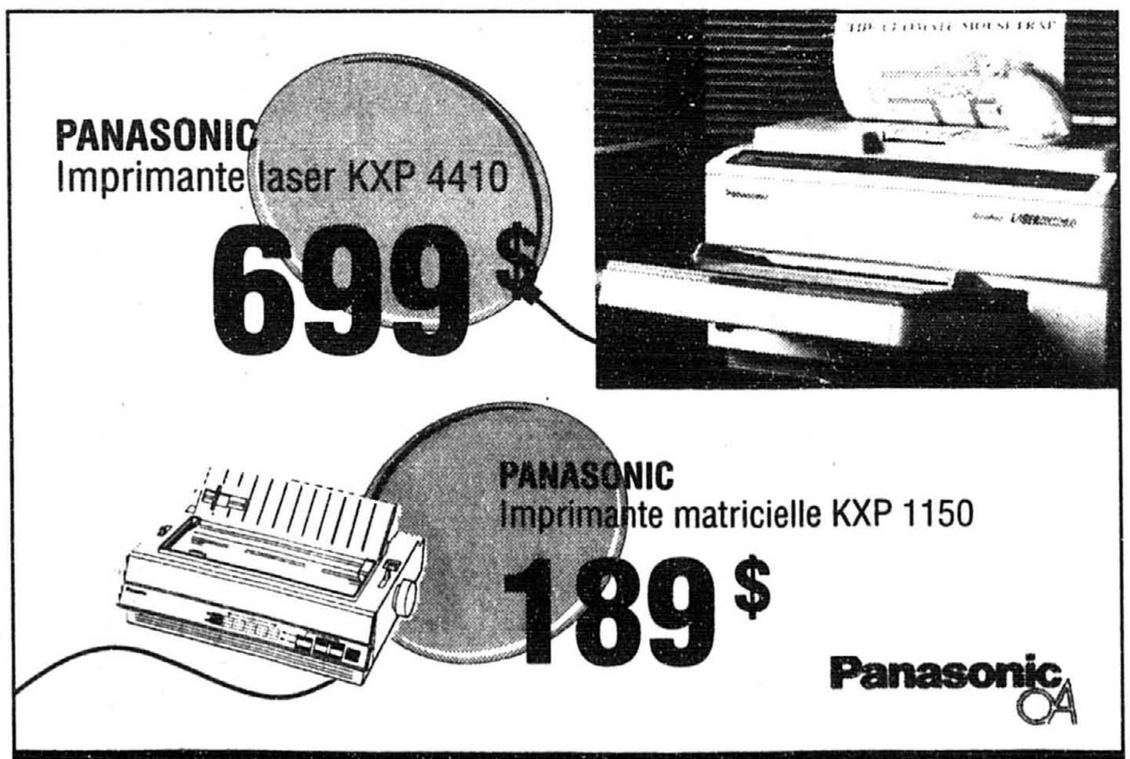
GRANDE VENTE D'OUVERTURE

Du 28 au 30 octobre 1993

Devenez membre **GRATUITEMENT!**

Participez à nos cliniques d'informatique

	Jeudi	Vendredi	Samedi
Matin			Borland, Fargo
Jour	Zenith		Lotus, Epson
Soir	Panasonic	Word Perfect 6.0 **pour Windows**, AST	



PLUSIEURS AUTRES SPÉCIAUX EN MAGASIN!

Quantités limitées.
Crédit instantané sur achat.

HEWLETT PACKARD — ZENITH DATA SYSTEMS

Gagnez plus de 2 500 $ en équipement informatique!
Le samedi 30 octobre à 16 h 30, un tirage aura lieu parmi tous les visiteurs qui auront complété un bulletin de participation.

ACGL
LE CLUB INFORMATIQUE ACGL INC.

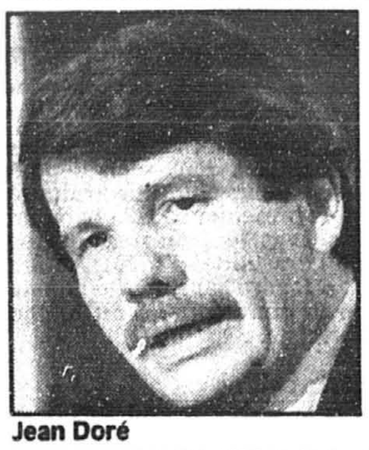
5135, boul. Métropolitain Est,
(entre Lacordaire et Viau, côté Nord)
Téléphone: 955-6555, Télécopieur: 955-1223

Lun - Mer : 10 h à 18 h
Jeu - Ven : 10 h à 21 h
Sam : 9 h à 17 h

L'accès direct aux plus bas prix!

ELECTIONS 93

Les attentes de Jean Doré


Jean Doré

■ Le maire de Montréal, Jean Doré, s'attend à ce que le nouveau premier ministre respecte «le plus rapidement possible au cours des prochains mois», ses engagements en matière d'infrastructures et de logement, engagements qui ont été repris, a-t-il rappelé, par le Bloc québécois. M. Doré avait endossé ces volets du programme libéral lors d'une visite de M. Chrétien.

En France, rien à voir avec le choc de 1976

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

PARIS

■ Dans les médias français, on est très loin du choc provoqué en 1976 par la victoire du Parti québécois.

L'événement, que personne n'avait prévu, avait fait la «une» partout, et le Québec avait autant fait parler de lui que lors de la visite de De Gaulle. Cette fois, les élections de lundi ont eu droit en gros au traitement habituellement réservé à des élections canadiennes. Bien «couvertes», par de nombreux «envoyé spéciaux» des médias importants. Sans vraiment faire les manchettes.

Manifestement la poussée spectaculaire du Bloc québécois n'a pas pour les journalistes français le caractère historique de la victoire péquiste de 1976. Elle est notée partout, mais sans que personne se hasarde à tirer des conclusions définitives. Nulle part le triomphe électoral de Lucien Bouchard n'est vraiment assimilé à un vote clair et définitif en faveur de la souveraineté. Échaudés par le référendum perdu de 1980, les journaux sont devenus à la fois prudents, sceptiques et perplexes. Ils se contentent de constater que «le parti indépendantiste va former l'opposition officielle à Ottawa», sans chercher à vraiment expliquer ou à comprendre davantage. Le télé-journal de France 2, qui fait pourtant exception en mettant l'événement parmi ses manchettes d'ouverture et en diffusant un reportage élaboré fait par un envoyé spécial, a le commentaire plus que modeste en disant que «Lucien Bouchard entend bien redynamiser la vie parlementaire de son pays» (son pays, c'est à dire le Canada). Pour la sécession, on repassera.

Même le caractère un peu surréaliste d'un parti «séparatiste» héritant de l'opposition officielle ne frappe pas trop les imaginations. Il faut dire que la vieille Europe en a vu d'autres à ce chapitre: rien que dans l'Espagne voisine, le gouvernement centralisateur de Felipe Gonzalez est obligé pour gouverner, de s'appuyer sur quelque 25 députés «autonomistes» catalans et basques, faute de majorité absolue au Parlement. Donc, ce n'est pas parce qu'il y a 54 députés du Bloc élus au Québec que le Québec va nécessairement se séparer.

À vrai dire, ce n'est pas la poussée du Bloc qui arrive en premier dans les différents médias — mais généralement le «raz-de-marée» libéral, ou alors l'inimaginable déroute de la pauvre Kim Campbell («qui se retrouve avec deux députés élus — à peine croyable!» dit TF1). Dans le *Figaro* et *Libération*, deux journaux du matin qui ne publiaient à ce sujet qu'aujourd'hui, le titre principal concerne le balayage libéral. Dans *Libé*, on ajoute une interview de Lucien Bouchard. Dans le *Figaro*, qui anonce l'événement à la «une» et publie même un éditorial du très pro-Québécois Alain Peyrefiette, il y a également, en marge du papier principal sur la victoire libérale, un article sur le Bloc. En somme, il s'agit pour Paris d'une élection plus intéressante que les précédentes, mais pas fondamentalement différente.

Cela reste en quantité et qualité une couverture importante. Non pas à cause du phénomène «Bloc», mais tout simplement parce qu'au fil des années, les médias français ont pris l'habitude de s'intéresser aux élections canadiennes et québécoises: dans les dix jours précédant le scrutin, on retrouvait les envoyés spéciaux du *Monde*, de *Libération*, du *Figaro*, du *Point*, de France-Inter et d'au moins deux chaines de télévision. Ce qu'on n'aurait jamais vu en temps normal il y a dix ou quinze ans.

Sur le fond, tout le monde se cantonne dans de prudentes généralités: même si on est fasciné par son humiliante défaite, c'était une parfaite inconnue; Jean Chrétien, malgré une visite à Paris il y a deux ans, est lui aussi totalement inconnu, même des médias. On se contente de noter que Mme Campbell était une «gaffeuse» et qu'elle héritait du lourd passif conservateur en matière économique. Et que M. Chrétien est plutôt très impopulaire au Québec, où on l'accuse d'avoir «trahi». Mais il ne se trouve pas goureusement personne pour en conclure, soit que le Canada va éclater sous la double pression du Bloc et du Reform. Ni au contraire que le confortable majorité absolue des libéraux va enfin permettre de résoudre les problèmes économiques et constitutionnels.

Des élections, en somme, avec des particularismes compliqués, mais qui illustrent d'abord et avant tout les graves problèmes de légitimité que rencontrent par temps de crise économique les dirigeants politiques de tous les pays occidentaux.

Gallup a vu juste

■ La maison canadienne de sondage Gallup se félicite d'avoir vu relativement juste dans les intentions de vote exprimées par les électeurs canadiens vendredi dernier. «Cela constitue la meilleure confirmation que nous pouvions obtenir du bien-fondé de la restructuration de notre organisation réalisée l'été dernier», a souligné le président John Wood. Le dirigeant de Gallup Canada a rappelé que bien des doutes ont été émis dans les médias d'information au sujet de cette restructuration.

Le sondage Gallup de vendredi dernier accordait 41 p. cent des votes au Parti libéral, qui en a recueilli 44 p. cent aux élections de lundi. Il donnait respectivement 19 p. cent, 16 p. cent et 7 p. cent au Reform, au Parti conservateur et au Nouveau Parti démocratique, ce que ces trois partis ont obtenu. Et il donnait 12 p. cent au Bloc québécois alors que celui-ci obtenait 14 p. cent au scrutin.

CECM

On vous attend pour le tour du propriétaire!

Jusqu'au 19 novembre, visitez nos écoles secondaires.

La journée Portes ouvertes est l'occasion de vous familiariser avec les programmes innovateurs, les services et l'environnement de chacune de nos écoles.

Pour connaître la date et les heures de visite d'une école, consultez votre journal local ou composez 596-6115.

Marc-André Barsalou, élève de l'école Édouard-Montpetit et lauréat du concours *le français une passion qui m'attrape.*

VENEZ FÊTER L'HALLOWEEN, NOS AUBAINES SONT EFFRAYANTES AU CENTRE DE LIQUIDATION MODE LA BAIE, BIEN ENTENDU!

DU MERCREDI 27 OCTOBRE AU DIMANCHE 31 OCTOBRE!

DES PRIX AFFOLANTS!

PRIX AFFOLANT!
1,66 $
CHOIX DE PULLS FAIRSET À POINT MOUSSE**
Manches courtes, teintes unies.
Ord. 14,99 $. Solde 4,99 $ ch.
QUANTITÉ : 175.

PRIX AFFOLANT!
3,66 $
CHOIX DE PANTALONS POUR ENFANT**
Tailles 7 à 14. Ord. 12 $ à 20 $.
Solde 8 $ à 14 $ ch.
QUANTITÉ : 150.

PRIX AFFOLANT!
6,66 $
CHOIX DE BLOUSES VARIATIONS POUR FEMME**
Manches longues, imprimées.
Ord. 29,99 $. Solde 17,99 $ ch.
QUANTITÉ : 200.

50 % DE RABAIS ADDITIONNEL*! TOUS LES PULLS POUR FEMME**
Plusieurs couleurs et modèles au choix. *Sur les prix déjà réduits de 25 % à 50 %.
**Pulls de collection et tailles fortes exceptés.

EMMENEZ VOS ENFANTS DIMANCHE, JOUR D'HALLOWEEN, NOUS AVONS DES FRIANDISES POUR EUX!

50 % DE RABAIS ADDITIONNEL*! TOUTES LES BLOUSES POUR FEMME**
Tailles ordinaires.
*Sur les prix déjà réduits de 25 % à 50 %.
**Jupes de collection et tailles fortes exceptées.

LE CHOIX DES TAILLES VARIE SELON LES ARTICLES OFFERTS! **CES ARTICLES SONT SPÉCIALEMENT MARQUÉS ET NE PEUVENT ÊTRE JUMELÉS À UNE AUTRE OFFRE!

PREMIERS ARRIVÉS, PREMIERS SERVIS!

Heures d'ouverture :
Lundi, mardi et mercredi : 9 h 30 à 18 h;
Jeudi et vendredi : 9 h 30 à 21 h;
Samedi : 9 h à 17 h;
Dimanche : midi à 17 h.

Le Centre de liquidation mode
4908, rue Jean-Talon Ouest
(Entre Décarie et Victoria du côté Sud)
Tél. : 739-6670

LA BAIE

LE MARATHON DE LECTURE
UNE FAÇON AMUSANTE DE STIMULER LA LECTURE CHEZ NOS JEUNES !

ANDRÉ ROBITAILLE
PORTE-PAROLE
"MOI JE LIS... ET TOI?"

POUR INFORMATION:
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES
1-800-268-7582

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS

26e CONGRÈS
4, 5, 6 NOVEMBRE 1993
École Sec. Les Estacades, Cap-de-la-Madeleine

ACTUALISER LA CLASSE DE FRANÇAIS
contenu - stratégies - gestion

4 TABLES RONDES :
L'enseignement stratégique dans les écoles secondaires.
Les stratégies de l'enseignement de la littérature.
Textes littéraires ou textes utilitaires en classe de français ?
Le choc interculturel à l'école d'aujourd'hui.

150 ATELIERS - 180 intervenants (es) - six écrivains (es), 50 STANDS

Conf. d'ouverture : "La mission essentielle de l'école": Charles-E. Caouette, U. de Montréal

Conf. de clôture : "Et la grammaire dans tout ça ?" Patrick Charaudeau U. de Paris

Conférence de MADAME LUCIENNE ROBILLARD
vendredi, 5 novembre à 8 h 30

SPECTACLE : JEUDI 4 NOVEMBRE À 21 h 30
SERGE GRENIER

Banquet : le vendredi 5 novembre 19 h 30 au Sélectôtel Le Baron

Renseignements : Secrétariat du Congrès : 1-800-267-0947

ÉLECTIONS 93

Manning: le Bloc devra mériter le statut d'Opposition officielle

YVES BOISVERT
CALGARY

■ Preston Manning n'a pas encore concédé l'Opposition officielle à Lucien Bouchard. Il espère que les recomptages dans l'Ouest et au Québec pourront lui donner au moins une égalité de sièges, et il n'exclut pas que la députée conservatrice au Nouveau-Brunswick vienne joindre les réformistes.

Mais même si le Bloc a plus de sièges que le Reform Party, il devra démontrer qu'il est capable de remplir le rôle d'Opposition officielle, a dit le leader réformiste. M. Manning, en grande forme et portant sa traditionnelle chemise en jeans, faisait le point hier matin lors d'une conférence de presse donnée dans une «cabane en bois rond» au centre d'un parc de Calgary.

Il n'a pas exclu de contester au sein du Parlement le statut d'Opposition officielle du Bloc. «S'ils tentent de se conduire comme une Opposition officielle, et qu'ils ont le deuxième plus important groupe de députés, je serai très prudent face à toute intervention; dans ces assemblées démocratiques, avoir le plus de sièges est censé signifier quelque chose!»

Mais si le Bloc démontre un manque d'intérêt pour les questions qui débordent le cadre québécois, «ils ne joueront pas le rôle d'Opposition officielle et la Chambre devra y voir».

Les réformistes ont remporté 24 sièges en Colombie-Britannique, 22 en Alberta, quatre en Saskatchewan, un au Manitoba et un seul en Ontario, pour un total de 52, soit deux de moins que le Bloc québécois.

Si jamais le Bloc et le Reform arrivent à égalité, M. Manning a bon espoir de se faire accorder le statut d'Opposition officielle à Ottawa, étant un parti fédéraliste.

Pour le chef réformiste, le principal problème que poseront les bloquistes ne sera pas le fait qu'ils voudront parler d'indépendance, mais leur «manque d'intérêt et d'expertise».

M. Manning a rencontré quelques représentants du Bloc lors de débats publics, et en est venu à la conclusion qu'«ils n'ont pas grand-chose à dire sur les enjeux qui ne concernent pas directement le Québec». Cela dit, «il serait passablement incongru qu'un parti sépartiste soit l'Opposition officielle dans un Parlement fédéral», a-t-il dit.

En revanche, dit-il, son parti s'est engagé à présenter des candidats au Québec lors des prochaines élections, et même s'il admet que son équipe est peu familière avec le Québec, l'intérêt et la volonté d'apprendre sont là, a-t-il dit.

Le statut d'Opposition officielle n'est pas qu'honorifique: d'importants budgets y sont attachés.

Alternative constructive

«Quelqu'un devra se présenter comme l'alernative au gouvernement, pas par ce qui est écrit sur leur papier à en-tête, mais en fonction de leurs actions. Nous allons nous comporter comme l'alternative constructive de Sa Majesté, que nous ayons un titre formel ou pas.» Il y aura à leurs côtés «l'Opposition moins que loyale de Sa Majesté» (le Bloc).

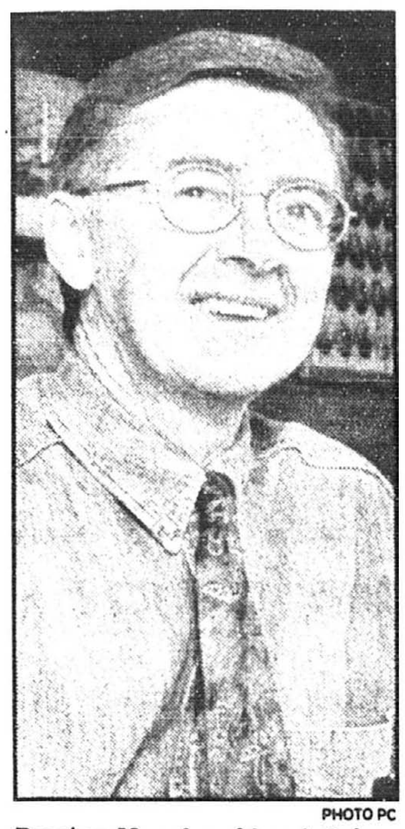


PHOTO PC

Preston Manning, hier, à Calgary.

Quant à la possibilité d'aller puiser dans le caucus conservateur pour grossir les rangs de son parti, M. Manning amdet que le choix est mince! Il a cependant dit que son parti avait eu des contacts avant les élections avec Mme Elsie Wayne, ancienne maire de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, un des deux seuls députés conservateurs élus. Elle avait préféré se présenter sous la bannière conservatrice, mais peut-être changera-t-elle d'idée. Auquel cas, il faudra consulter la population de son comté, a dit le chef réformiste.

Votes libres

M. Manning a bon espoir de convaincre les parlementaires de la vertu des votes libres à la Chambre des communes. Il a cité l'exemple du Parlement britannique, ou les règles parlementaires prévoient depuis une quinzaine d'années que les députés peuvent défaire un projet de loi sans renverser le gouvernement. Ce changement, a-t-il noté, a été amené non pas par le cabinet, mais par les députés d'arrière ban, qui se sont rendus compte qu'ils ont un grand avantage sur les minitres: «Ils sont plus nombreux.»

Mais le plus important pour les réformistes sera de se comporter «différemment». «Nous pensons que nous aurons beaucoup de publicité en nous faisant valoir comme une alternative constructive, surtout si le Bloc ne remplit pas ce rôle.»

M. Manning prévoit un «lendemain de la veille» au Canada comme il y en a eu un en Ontario. Les libéraux «vont arriver et diront: Oh! la situation fiancière est pire qu'on ne le croyait! Surprise, surprise!» Le hic, c'est que pour redresser la situation, ils seront obligés de faire des choses pour lesquelles ils n'ont obtenu aucun mandat de la population.

Sur la performance décevante des réformistes en Ontario (un seul député alors qu'ils en espéraient au moins 10), M. Manning a noté que son parti a tout de même terminé en deuxième place dans 57 comtés.

Québec

Pour ce qui est du Québec, il estime que son parti est maintenant en excellente position pour s'y établir: «Nous aurons une visibilité dans la Chambre. Les dernières fois que je suis allé au Québec pour parler du Nouveau fédéralisme, les gens me disaient c'est bien beau, mais il n'y a aucune preuve que des gens vous supportent. Maintenant, nous sommes là. On n'espère pas convertir les séparatistes, mais les fédéralistes mécontents», a-t-il dit.

Il apprendra «peut-être» le français (qu'il a déjà étudié) à Ottawa, mais aimerait par-dessus tout que des jeunes francophones bilingues fassent la promotion de ses idées au Québec.

Traçant le bilan du chemin parcouru depuis la création du parti en 1987, M. Manning a dit: «Nous revenons de loin. Il y a cinq ans, nous avions recueilli 250 000 voix (dans 72 comtés de l'Ouest). En 1988, nous étions assis dans un restaurant le lendemain des élections, dans le comté de Yellowhead (où Manning s'était présenté). Joe Clark y était réélu député. Aujourd'hui, Joe enseigne à Berkley et c'est un réformiste qui est le député de Yellowhead. Cela est symbolique de ce qui s'est produit.

Néophytes et fiers de l'être

YVES BOISVERT
CALGARY

■ Que les réformistes forment ou non l'Opposition officielle, la cinquantaine de néophytes qui débarqueront bientôt à Ottawa seront sous les feux de la rampe pendant les quatre prochaines années. Comment s'en tireront-ils?

Preston Manning n'apprécie pas que l'on mette en doute la valeur de ses troupes. Ne manquent-ils pas d'expérience politique? «Expérience en quoi? rétorque le chef réformiste. L'expérience de se transformer en emmerdeur pendant la période des questions? Nos gens sont des porte-parole articulés dans leur domaine. Ils veulent se comporter différemment au Parlement.»

Parmi les 52 réformistes élus, on compte sept femmes. Il y a dans le groupe douze fermiers, deux anciens militaires, neuf hommes d'affaires, deux forestiers, un prêtre en congé de maladie, six enseignants du secondaire, deux médecins, quatre administrateurs, un contrôleur aérien, un travailleur de la construction, un géologue, un comptable, un ingénieur retraité, un officier de probation, un policier, un (seul) avocat, un courtier en immeubles, deux économistes et un vendeur.

Réformiste bilingue

Le chef réformiste sait que parmi ses élus, certains ont été au centre de controverses pour des déclarations «malheureuses» ou pour avoir été associés à des groupes intolérants.

Aussi, il a cité la dizaine de députés sur qui il compte le plus. Le professeur Herb Grubel, un économiste réputé de l'université Simon Fraser, à Vancouver, et Stephen Harper, un économiste de 34 ans, de Calgary, auront un rôle central. Ils sont «bien supérieurs aux critiques financiers des conservateurs, du NPD et des libéraux», a dit M. Manning hier. Harper, un des rares réformistes bilingues, sera de facto un porte-parole du parti au Québec.

Lui-même d'origine allemande, Grubel a été qualifié d'hostile à l'immigration par ses adversaires. Proche du gourou néo-libéral Milton Friedman, il sera un critique radical — et articulé — de l'intervention de l'État.

Allié infolontaire des nationalistes

Lors d'une récente entrevue avec *La Presse*, l'économiste, marié à un médecin québécois de Vancouver, s'est révélé un allié involontaire des nationalistes québécois qui recherchent une décentralisation massive. L'homme, farouche ennemi de l'intervention des gouvernements dans l'économie, préconise un tel amaigrissement de l'État fédéral que s'il n'en tenait qu'à lui, Ottawa ne s'occuperait plus que de quelques domaines (armée, relations étrangères, monnaie, etc.). Partant d'une base idéologique fort différente, le député Grubel n'est pas si loin du Rapport Allaire!

Ray Speaker, un vieil ami des Manning père et fils, mettra son expérience au service de la nouvelle équipe. Speaker a été député et ministre provincial de 1963 à 1992, connaît bien l'appareil bureaucratique et... Jean Chrétien (il a été son vis-à-vis provincial à la Santé au tournant des années 1970). L'énergique Deborah Grey, députée réformiste depuis 1989, commence à connaître Ottawa.

Le Reform est encore essentiellement un parti de l'Ouest, et les questions agricoles seront parmi les plus importantes pour lui. M. Manning était fier de dire que l'actuel ministre de l'Agriculture, Charlie Mayer, a été défait par un agriculteur réformiste, Jack Hoeppner, au Manitoba, et qu'un fermier réformiste de la Saskatchewan, Elwin Hermanson est arrivé loin devant un ancien ministre de l'Agriculture. «Voilà deux agriculteurs réformistes qui dépassent d'une tête les critiques agricoles du NPD et des libéraux», a dit M. Manning.

Le docteur Keith Martin, qui a battu un des plus populaires néo-démocrates, Dave Barrett, sur l'île de Vancouver, «est un défenseur articulé du système de santé qui compétionnera très bien avec n'importe qui», promet le chef réformiste.

«Nos candidats pourront tenir tête à n'importe quel autre député des autres partis dans la Chambre. Il est temps que les gens regardent de plus près nos députés qui sont très qualifiés», a ajouté Manning.

30 % de rabais! Choix extra de tricots pour homme

1. De Christopher Rand, le col roulé gavroche en pur coton. Coupe ample. M.G.TG. Noir, écru, aubergine ou vert conifère. Ord. 45 $. Solde 31,50 $ ch.

2. Tout-aller, le col roulé Naturalife est aussi d'entretien sans souci. Tout coton. P.M.G.TG. Tons variés. Ord. 30 $. Solde 21 $ ch.

Signés Etchings, voici de doux tricots en beau shetland. Motifs *Fair Isle* et dessins fantaisie.
3. Le ras-de-cou. Ord. 60 $. Solde 42 $ ch.
4. Le gilet. Ord. 52 $. Solde 36,40 $ ch.
Tricots pour homme, rayon 344.

N'OUBLIEZ PAS! NOS MAGASINS SONT OUVERTS JUSQU'À 21 H LES MERCREDIS! (Rue Sainte-Catherine Ouest exceptée)

En vigueur jusqu'au 7 novembre

LA BAIE
Compagnie de la Baie d'Hudson
L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX

LA BAIE, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST S'ANIME !

ACTIVITÉS MODE

LES JEUDI, VENDREDI ET SAMEDI 28, 29 ET 30 OCTOBRE : JOURNÉES MAILLOTS GILDA MARX!
DÉMONSTRATION DE DANSE AÉROBIQUE... Les 28, 29 et 30 octobre à 13 h 15: les membres du *Sporting Club du Sanctuaire* nous feront une présentation de *cardio funk* et de *steps !*
DES PRIMES, UNE PROMOTION POUR VOUS AIDER À GARDER LA FORME... ET UN GRAND TIRAGE!
Tous les détails en magasin.

LE VENDREDI 29 OCTOBRE, 12 H 15 : SUPERBE DÉFILÉ DE TENUES COLLECTION POUR FEMME !
Envie d'une mode originale et actuelle, de coupes dernier cri et d'un look avant-gardiste ? Notre défilé vous en mettra plein la vue !

LE SAMEDI 30 OCTOBRE : JOURNÉE ESPRIT ET MEXX !
À 14 H, UN DÉFILÉ !
Laissez-vous envahir par la vague jeunesse provoquée par Esprit et Mexx. Des collections à l'image de la jeune femme qui s'affirme ! De plus, participez à nos tirages et obtenez des primes avec achat !

ACTIVITÉ BEAUTÉ
Dans le cadre de l'événement Destination beauté, la Baie accueille avec grand plaisir madame Lise Watier. Venez la rencontrer et découvrir *Les irrésistibles*, sa toute nouvelle palette automne-hiver, ainsi que sa plus récente fragrance : *Neiges*. Le vendredi 29 octobre, de 12 h 15 à 13 h 15.

ACTIVITÉ SÉCURITÉ
Prévention du feu avec les pompiers de Montréal.
Le samedi 30 octobre de 11 h 30 à 15 h 30, 7e étage